R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

PROJET DE LOI DE FINANCES

POUR L'EXERCICE 2016

PROJET DE PERFORMANCE DES ADMINISTRATIONS

CHAPITRE 21

MINISTERE DU COMMERCE

VERSION FRANCAISE

SOMMAIRE

NOTE EXPLICATIVE 5

PREMIERE PARTIE:SYNTHESE DE LA STRATEGIE 7

1. PRESENTATION DES PRIORITES NATIONALES 9

2. PRESENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTERE 9

3. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES 11

3.1. BILAN TECHNIQUE 12

3.2. BILAN FINANCIER 35

3.3. PERSPECTIVES 38

4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE 39

5. PRESENTATION DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES 39

DEUXIEME PARTIE:CONTENU DES PROGRAMMES 45

6. **PROGRAMME 286:** DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS 49

6.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME 51

6.2. STRATÉGIE PROGRAMME 52

6.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS 52

6.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS 55

7. **PROGRAMME 287:** RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR 57

7.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME 59

7.2. STRATÉGIE PROGRAMME 59

7.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS 60

7.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS 62

8. **PROGRAMME 288:** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE 63

8.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME 65

8.2. STRATÉGIE PROGRAMME 66

8.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS 66

8.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS 70

ANNEXE 71

TABLEAU DE BUDGETISATION 73

NOTE EXPLICATIVE

La loi N°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat définit un cadre rénové du système financier, budgétaire et comptable de l'État. Il introduit la gestion axée sur les résultats dans les finances publiques par l'institutionnalisation de la budgétisation par programme.

L'article 18 alinéa 3 de ce texte dispose en effet que « Dans la seconde partie, la loi de finances de l'année 1°) fixe pour le budget général, les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs, les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ; » Cet article induit l'élaboration et la présentation des projets de performance des administrations (PPA). Et c'est ainsi que depuis la loi des finances 2013, la demande budgétaire des ministères et institutions y est exprimée et motivée par des objectifs centrés sur la recherche de la performance.

Pendant les trois premières années de mise en œuvre du budget programme, dit triennat de lancement, il a été question dans un premier temps d'introduire l'esprit de la gestion axée sur la performance dans tous les départements ministériels et institutions. S'en est suivi une appropriation progressive qui a donné lieu au réajustement des programmes dans leurs aspects relatifs aux intitulés, objectifs, indicateurs et cibles.

Si à ce jour la plupart de ces éléments du cadre logique semblent maitrisés, la question de la pertinence des indicateurs reste d'actualité, tant dans la pratique leur capacité à renseigner sur la mise en œuvre des programmes et actions demeure faible. Ceci a particulièrement été constaté lorsde l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP) des exercices 2013 et 2014.

Aussi, dans ce PPA 2016 qui marque le passage au deuxième triennat de budgétisation par programme, l'innovation majeure est l'introduction des fiches de documentation des indicateurs. Ces fiches, qui constituent des « cartes d'identité » des indicateurs, dans la mesure où elles précisent toutes les informations nécessaires à leur connaissance et à leur suivi,devrait permettre d'améliorer le pilotage des programmes et partant,les performances qui y sont attendues.

Au delà de cette particularité, le Projet de Performance des Administrations reste articulé autour de trois parties :

- la première partie est la synthèse de la stratégie. Elle met en exergue la contribution attendue des administrations dans les stratégies développées par le gouvernement, notamment le DSCE. Elle présente par ailleurs le domaine d'intervention, revient sur les

performances antérieures et projette les perspectives. Elle s'achève par la détermination de l'objectif stratégique et la déclinaison du cadre logique ;

- la deuxième partie relative au contenu des programmes présente les programmes et leurs actions, leurs objectifs, indicateurs et cibles, les stratégies de mise en œuvre et les coûts de réalisation ;

- La troisième partie comporte le tableau de budgétisation détaillé en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

PREMIERE PARTIE
SYNTHESE DE LA STRATEGIE

1. PRESENTATION DES PRIORITES NATIONALES

1. PRESENTATION DES PRIORITES NATIONALES

Les objectifs du Gouvernement en matière de développement du commerce consistent, au plan du commerce interne, à assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de concurrence saine et, au plan du commerce international, à développer, promouvoir et contribuer à diversifier avec l'extérieur, les échanges de biens et services à forte valeur ajoutée (DSCE paragraphe 224, page 69).

De manière plus explicite, il est question :

- de s'inscrire dans une dynamique de renforcement de l'intégration régionale et sous régionale ;
- d'accroître le volume des exportations aussi bien vers les marchés traditionnels (Europe et Etats-Unis) que vers ceux des pays émergents ;
- de renforcer la lutte contre les pratiques commerciales illicites ;
- d'améliorer la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation ;
- de promouvoir l'équité dans les transactions commerciales.

2. PRESENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTERE

1. DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTERE

Conformément au décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le Ministre du Commerce est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine du commerce.

A ce titre, il est chargé :

- de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies de promotion des produits camerounais ;
- de l'élaboration de la réglementation en matière de prix et du suivi de son application en liaison avec les Administrations concernées ;
- de la régulation des approvisionnements des produits de grande consommation en relation avec les Administrations concernées ;
- de la recherche de nouveaux marchés pour les produits camerounais ;

de la promotion et de la défense d'un label de qualité pour les produits destinés au marché local et à l'exportation ;

- de la promotion et du contrôle de la saine concurrence ;
- de la négociation et du suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures ;
- de la promotion de la compétitivité des produits camerounais sur les marchés étrangers ;

- de l'application des sanctions administratives en cas de fraude ou de non-respect des normes fixées sans préjudice des attributions dévolues aux autres Départements Ministériels concernés ;
- de l'organisation et de la supervision des foires commerciales ;
- du suivi du commerce international des matières premières et des produits dérivés en liaison avec les Départements Ministériels et les Organismes concernés ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'importation, en liaison avec le Administrations concernées ;
- du suivi de l'inflation en relation avec les Administrations concernées;
- du suivi des circuits de conservation et de distribution des produits de grande consommation ;
- du suivi de l'élaboration et de l'application des normes des instruments de mesure et de contrôle de qualité en liaison avec les Administrations concernées ;
- du suivi des relations avec les organisations internationales œuvrant dans le domaine du commerce international en liaison avec les Administrations concernées ;
- du suivi de l'élaboration ou de l'homologation des normes de présentation, de conservation et de distribution des produits de grande consommation et du respect de ces normes par les opérateurs économiques en liaison avec les Administrations concernées ;
- du suivi des négociations commerciales avec l'Union Européenne en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures.

Il assure la liaison entre le Gouvernement et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Il exerce la tutelle technique sur :

- la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de grande consommation (MIRAP) ;
- la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) ;
- l'Office National du Cacao et du Café (ONCC).

Tableau N°1 : Liste des fonctions principales et secondaires

Secteur : 9. PRODUCTION et COMMERCE				
Fonction Principale : 9.1. Affaires communes de la production, du commerce et de l'emploi				
Fonctions Secondaires				
9.0.25 Dépenses non-classées du développement industriel et commercial	9.1.1Administration générale production/économie/commerce/industrie	9.1.2 Normalisation/ Métrologie/Qualité	9.1.4 Coopération commerciale Internationale	9.1.9 Formation/ commerce /gestion

3. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

1. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

Au-delà de la mobilisation des ressources telle que présentée dans les tableaux ci-dessous, et de leur affectation aux différentes activités, l'action du Ministère du Commerce et les résultats obtenus en termes d'accélération de la croissance économique et de l'emploi ne peuvent s'apprécier que sur la base des réalisations concrètes des projets envisagés. Dans cette optique, l'exécution physico-financière des projets prioritaires sera examinée et les écarts de réalisation constatés et analysés.

Tableau N° 2 : Répartition du budget 2014 par programme (en milliers de francs FCFA)

Numéro et intitulé du programme		Dépenses courantes		Dépenses en capital		Total	
		AE	**CP**	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**
286	Développement des exportations	167 800	167 800	240 000	240 000	407 800	407 800
287	Régulation du marché intérieur	1 339 965	1 339 965	880 000	835 000	2 219 965	2 174 965
288	Gouvernance et appui institutionnel	2 586 235	20586 235	425 000	425 000	3 011 235	3 011 235
Total		**4 094 000**	**4 094 000**	**1 545 000**	**1 500 000**	**5 639 000**	**5 594 000**

L'enveloppe budgétaire au titre de l'exercice 2014 s'élève à 5 594 000 000 F CFA, soit 4 094 000 000 F CFA en fonctionnement et 1 500 000 000 F CFA en Investissement, repartie par programme comme suit :

Tableau N° 3 : Répartition du budget 2015 par programme (en milliers de francs FCFA)

Numéro et intitulé du programme	Dépenses courantes		Dépenses en capital		Total	
	AE	**CP**	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**

286	**Développement des exportations**	311 500	311 500	451 000	402 000	762 500	713 500
287	**Régulation du marché intérieur**	1 472 765	1 472 765	921 000	921 000	2 393 765	2 393 765
288	**Gouvernance et appui institutionnel**	2 774 835	2 772 835	495 900	293 900	3 270 735	3 066 735
Total		**1 867 900**	**1 616 900**	**1 867 900**	**1 616 900**	**6 427 000**	**6 174 000**

3.1. BILAN TECHNIQUE

3.1 BILAN TECHNIQUE DES PROGRAMMES

1.1.1 Programme de Développement des Exportations

A/ Réalisations au cours de l'année 2014

Le programme a été mis en œuvre dans un contexte marqué par la faible capacité de l'appareil de production à améliorer de manière significative l'offre de nos produits, et le non aboutissement des changements structurels envisagés tels que (i) l'opérationnalisation de la banque des PME dont le but est de résoudre entre autres problèmes, celui du financement des entreprises exportatrices, (ii) le projet de loi sur le commerce extérieur dont l'un des objectifs est de prévoir la mise en place des structures de promotion des exportations ; (iii) la création de l'Agence de Promotion des Exportations instituée par la loi N° 2002/004 du 19 avril 2002 portant Charte des Investissements en République du Cameroun.

L'engorgement du Port Autonome de Douala n'a pas facilité l'acheminement des produits destinés aux foires et expositions à l'étranger, prévus pour accrocher les investisseurs.

De manière conjoncturelle, il s'est posé le problème de la dégradation de l'environnement sécuritaire aux frontières qui, couplé à la résurgence de l'épidémie Ebola, a considérablement limité le flux des personnes devant prendre part à la Foire Internationale de Lagos ainsi que

des produits y destinés.

Ø Action 1 : Consolidation de la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels

Suite à la rencontre du Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Paul BIYA, en date du 31 janvier 2013, avec le patronat français, l'activité relative à l'organisation des Journées Economiques et Commerciales du Cameroun en France a été reprise par le Ministère des Relations Extérieures. Toutefois, le Ministère du Commerce, en marge de sa participation, du 26 septembre au 06 octobre 2014, à la 90ème édition de la Foire Internationale de Marseille, a organisé des Journées Economiques et Commerciales, au cours desquelles le pavillon Cameroun a enregistré un chiffre record de mille (1000) visiteurs, clients potentiels pour nos produits. Le clou de l'évènement a été l'organisation d'une journée de dégustation des produits du terroir (banane, ananas, café, thé et chocolat), au cours de laquelle les visiteurs ont apprécié la qualité des produits savourés. Il y a lieu de relever, pour s'en féliciter, que la participation du Cameroun à cette manifestation s'inscrit dans une logique de capitalisation des Accords de Partenariat Economique que notre pays a ratifiés le 22 juillet 2014.

En ce qui concerne la participation du Cameroun à l'Exposition Universelle de Milan, en Italie (EXPO 2015), prévue du 1er mai au 31 octobre 2015, d'intenses travaux de préparations se sont déroulés au cours de l'année 2014.

Entre autres tâches exécutés, il y a lieu de relever que :

- la thématique du Cameroun, intitulée « cacaoculture : un argument d'opportunités », a été élaborée en collaboration avec les administrations et organismes concernés ;
- le déroulement de ladite thématique sur le site de l'évènement pendant les six (06) mois que durera l'exposition a été traduit en projet d'exposition ;
- les objets d'exposition ont été achetés et emballés ;
- le design du stand du Cameroun a été conçu par l'architecte commis à cet effet.

Ø Action 2 : Création des conditions pour la pénétration des marchés émergents

Les premières Journées Economiques et Commerciales Camerounaises se sont déroulées du 10 au 14 novembre 2014 à Istanbul et à Ankara, en Turquie, et ont connu la participation des opérateurs économiques de divers secteurs d'activités : banque, finances, transfert d'argent, audit, gestion, formation, agro-industrie, distribution, agroalimentaire, textile, artisanat, services de consultance et pharmacopée traditionnelle. Plus de 150 opérateurs économiques turcs qui ont participé aux rencontres « B to B », ont montré un intérêt particulier pour les 86 projets présentés par la partie camerounaise dans divers secteurs d'activités. Il s'en est suivi acteurs à venir à la rencontre du Cameroun.

Il faut noter que lors de la deuxième Session de la Commission de Coopération Economique, Technique et Commerciale entre le Cameroun et la Turquie, au mois de juillet 2014 à Ankara et dans l'objectif de booster les relations commerciales entre les deux pays, il a été créé un Conseil d'Affaires Cameroun-Turquie. Ses deux présidents ont été respectivement désignés.

Ø Action 3 : Elargissement des débouchés et des parts de marché dans la Sous-région Afrique Centrale et le reste du continent

Une délégation camerounaise, forte de 21 membres a pris part, du 28 mai au 02 juin 2014, à la

47ème édition de la Foire Internationale d'Alger (FIA) qui a connu la participation d'une quarantaine de pays.

La grande affluence observée pendant la foire au sein de notre pavillon est la preuve que les produits exposés ont conquis le consommateur algérien. En effet, plus de 4 000 visiteurs sont venus à la découverte des produits agricoles et agro-industriels, du textile et de l'artisanat qui ont achalandé les stands.

En plus de cette présence, il faut rappeler qu'en 2013, au cours de la 46ème édition de la FIA, des contacts noués ont débouché, au cours de l'année sous revue, sur l'exportation, en Algérie, du poivre et du café.

La 5ème édition de la Foire Transfrontalière de la CEMAC (FOTRAC) s'est tenue du 10 au 23 juin 2014 à Kyé-Ossi, dans le Département de la Vallée du Ntem.

Des délégations venues du Gabon, de la Guinée Equatoriale, du Tchad, du Congo, de la République Démocratique du Congo, du Togo et du Benin ont pris part aux manifestations y relatives, en l'occurrence l'exposition-vente et une table-ronde sur « la libre-circulation au sein de l'Afrique Centrale ».

S'agissant de la Foire Internationale de Lagos, au Nigeria, une délégation camerounaise, au sein de laquelle étaient représentées huit (08) entreprises, y a pris part, du 07 au 16 novembre 2014. Au cours de cette manifestation, le savoir-faire de divers secteurs d'activités a été exposé pour un total de 1,3 tonne de produits issus de l'agroalimentaire, du textile, de la savonnerie et de l'artisanat. Le stand du Cameroun a connu une affluence satisfaisante, soit environ sept mille (7 000) visiteurs qui ont, pour la plupart, manifesté leur intérêt pour les produits exposés.

Comme autres articulations de l'agenda de la délégation camerounaise à ces assises, il y a eu des rencontres d'affaires entre les opérateurs économiques camerounais et nigérians, des contacts avec les responsables de la NAFDAC en vue de relancer les négociations sur la signature d'un Accord de reconnaissance mutuelle des certificats de conformité et des séances de travail avec le Consul Général du Cameroun à Lagos, destinées à dresser le bilan de notre participation à cette foire.

Ø **Action 4 : Pénétration du marché américain**

Suite à la décision du Gouvernement de surseoir à l'organisation de l'édition 2015 de l'AGOA à Yaoundé, les activités ont porté sur la participation du Ministère au forum AGOA, concomitamment avec le forum d'affaires Etats Unis-Cameroun.

B/ Réalisations au cours du premier semestre 2015

Au cours du premier semestre 2015, les actions suivantes ont été menées dans le cadre de la mise en œuvre du programme **« développement des exportations »** :

Ø **Action 1 : Consolidation de la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels**

Cette action est fortement marquée par notre participation effective à l'exposition universelle de Milan (EXPO MILANO 2015), dont le thème est « *Nourrir la Planète, Energie pour la Vie* ». Le Cameroun s'associe à la réflexion à travers le thème « cacaoculture : un argument d'opportunités».

Cette manifestation foraine, qui a démarré le 1er mai 2015 et qui prendra fin le 31 octobre de la

même année, est mise à profit pour promouvoir le label Cameroun. C'est à cet effet que la journée nationale du Cameroun s'est tenue le 07 juillet 2015 et qu'il a été organisé le 9 juillet 2015, un business forum qui aura connu une forte et fructueuse participation de plus de trois cents (300) opérateurs économiques.

En outre, nous avons apporté notre contribution à la journée de l'agriculture, qui s'est tenue à Parme le 10 juillet 2015, par la présence d'une trentaine d'opérateurs économiques.

Ø **Action 2 : Création des conditions pour la pénétration des marchés émergents**

Quatre (04) réunions interministérielles se sont tenues au cours du premier semestre 2015, en vue de la préparation des Journées Economiques et Commerciales à Moscou. Par ailleurs, la phase de sensibilisation et de mobilisation se poursuit en liaison avec l'Ambassade du Cameroun en Russie.

Ø **Action 3 : Elargissement des débouchés et des parts de marché dans la Sous-région Afrique Centrale et le reste du continent**

La 6ème édition de la Foire Transfrontalière de la CEMAC (FOTRAC) s'est tenue du 25 juin au 05 juillet 2015 à Kyé-Ossi, dans le Département de la Vallée du Ntem.

Cette manifestation, qui a connu la participation du Tchad, de la République Centrafricaine, du Congo, du Cameroun, du Togo et du Gabon, était articulée autour (i) de la dégustation du café camerounais, des jus de fruits et des produits dérivés du cacao, (ii) d'une exposition, (iii) des conférences, (iv) de la gastronomie et (v) d'une excursion à Ebebeyin.

L'exposition s'est déroulée dans une centaine de stands et a regroupé plusieurs secteurs d'activités, notamment, l'agro-alimentaire, l'agro-industrie, l'agriculture, l'eau, l'électricité, les services, le textile et l'artisanat.

Action 04 : mise en place des infrastructures d'amélioration du commerce transfrontalier

Les dotations budgétaires prévues pour la construction des marchés frontaliers de Doumo, dans le Nord et d'Okoroba, dans le Sud-ouest, ont été transférées aux collectivités territoriales décentralisées.

Tableau N° 4 : Bilan technique pour le premier semestre 2015, du PROGRAMME 286 : DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

PERFORMANCE GLOBALE

Indicateur du programme	Unité de mesure	Valeur de référence		Valeur cible		Résultats programmés pour l'année 2015	Réalisation exercice 2015	Taux de réalisation	Commentaires
		Année	Valeur	Année	Cible				

Nombre de marchés extérieurs prospectés	**Nb**	**2014**	**18**	**2016**	**26**	**04**	**02**	**12,5 %**	Sur les huit (08) marchés qui restaient à prospecter pour atteindre la cible en 2016, quatre (04) ont été programmées en 2015. Au terme du premier semestre de l'exercice en cours, deux (02) marchés ont d'ores et déjà été prospectés.

PERFORMANCE PAR ACTION

Intitulé de l'action	**Indicateur de l'action**	**Unité de mesure**	**Valeur de référence**		**Valeur cible**		**Résultats programmés pour l'année 2015**	**Réalisation exercice 2015**	**Taux de réalisation**	**Commentaires**

Consolidation de la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels	Nombre de marchés traditionnels consolidés	**Nb**	**2014**	**18**	**2016**	**24**	**01**	**01**	**16,67%**	L'écart de 83,33% entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté est dû : ü au caractère lointain de la cible, fixée à l'horizon 2016 ; ü à la qualité problématique de l'indicateur qui ne rend pas compte des résultats de l'ensemble des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action.

Création des conditions de pénétration des émergents	Nombre de marchés émergents pénétrés	**Nb**	**2014**	**03**	**2016**	**06**	**01**	**00**	**0 %**	Les préparatifs de la prospection de l'unique marché émergent (Russie) programmé en 2015, sont en cours. Il convient toutefois de souligner qu'au terme de cette année, le taux de réalisation de cette action pourrait être de 33,33 % par rapport à la cible fixée en 2016.
Elargissement des débouchés et des parts de marché dans la Sous-Région Afrique Centrale	Nombre de débouchés prospectés	**Nb**	**2014**	**03**	**2016**	**05**	**02**	**01**	**50 %**	Les préparatifs de la prospection de l'un des 02 débouchés programmés en 2015, sont en cours.

Pénétration du marché américain	Nombre des produits traditionnellement exportés vers les Etats Unis	**Nb**	**2014**	**03**	**2016**	**06**	**01**	**01**	**33,33%**	Les produits qui ont été pris en compte sont ceux exportés dans le cadre de l'AGOA (textile, poivre, miel et produits de l'artisanat).
Mise en place des infrastructures d'amélioration du commerce transfrontalier	Nombre d'infrastructures opérationnelles construites dans les zones frontalières	**Nb**	**2014**	**04**	**2016**	**11**	**03**	**00**	**00%**	Les fonds destinés à la construction des infrastructures marchandes dans les zones frontalières ont été transférés. Les procédures de passation des marchés sont en cours.

3.1.2 Programme de régulation du marché intérieur

A/ Réalisations au cours de l'année 2014

La mise en œuvre du programme de régulation du marché intérieur s'est déroulée dans un contexte caractérisé par la montée de l'insécurité aux frontières Est et Ouest, l'engorgement du port de Douala, le réajustement du prix du carburant à la pompe, la mise en place des mesures sanitaires pour circonscrire et limiter la propagation de l'épidémie Ebola, le changement de parité Euro/Dollar.

S'agissant de la situation sécuritaire aux frontières camerouno-nigériane et centrafricaine, il y a lieu de relever que sa dégradation a eu pour effet immédiat, un afflux important des réfugiés dans ces zones ainsi qu'une limitation de la circulation des hommes et des biens qui ont occasionné :

- une explosion de la demande locale en produits de première nécessité ;
- une disponibilité plus accrue dans les marchés, des produits alimentaires habituellement

exportés vers le Nigeria.

Pour ce qui est de l'incidence des mesures sanitaires, on a relevé :

- une pénurie de pièces détachées automobiles qui a induit leur renchérissement sur le marché intérieur ;
- une absence des manuels scolaires de contrebande au Sud-Ouest.

L'engorgement du port de Douala a provoqué des difficultés d'approvisionnement du marché en manuels scolaires en période de rentrée scolaire ainsi que des produits de consommation de masse.

Le second semestre de l'année 2014 aura aussi connu de légers remous dans les transports routiers où, profitant du réajustement des prix des carburants à la pompe, les opérateurs du secteur ont procédé à un relèvement des tarifs en cours, risquant ainsi par un effet d'entrainement, d'ouvrir la voie à la spéculation sur le marché des produits de grande consommation.

Ø **Action 1 : Lutte contre les pratiques commerciales illicites**

La principale activité programmée portait sur l'élaboration d'un manuel bilingue de procédures des contrôles et de répression des fraudes. Mais, le retard accusé dans le déblocage des fonds alloués à cette activité à effectuer en régie n'a permis de la réaliser dans sa totalité au terme de l'exercice 2014.

Il importe toutefois de relever que dans l'accomplissement de leurs missions quotidiennes, les services compétents du Ministère ont obtenu des résultats significatifs. Ont ainsi été saisis :

- 13 372 tonnes de riz importé devenu impropre à la consommation ;
- 7 156 tôles de couverture, 4 375 litres d'huiles végétales et 4 250 tenues vendues illicitement dans les établissements scolaires, et des manuels scolaires hors normes ;
- 1 711 téléphones portables de contrefaçon ;
- 185 litres de liqueur, 5 780 litres de vin et 36 204 cartouches de cigarette sans vignettes ;
- 2,6 tonnes de sucre granulé, objet de spéculation ;
- 348 instruments de mesure prohibés ;
- 300 bouteilles de gaz domestique, objet de siphonage.

Ø **Action 2 : Amélioration de la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation**

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, 38 marchés sur les 40 prévus ont été entièrement construits. Les marchés de MINLABA (Nyong et So'o) et de KORTCHI (Mayo Tsanaga) ont connu un retard dans le démarrage des travaux et n'ont par conséquent pas pu être achevés avant la fin de l'exercice 2014

En outre, logiciel prévu dans le cadre de l'activité de mise en place d'un système d'information sur les marchés, a été acquis.

Ø **Action 3 : Promotion de la consommation des produits locaux**

Toutes les opérations programmées ont été réalisées.

La première édition de **FESTICAFE, journées promotionnelles du café**, s'est déroulée du 29 au 31 mai 2014 suivant les principales articulations ci-après :

- une journée de dégustation organisée concomitamment **dans 21 villes du Cameroun** (Akonolinga, Bafoussam, Bangangté, Bamenda, Belo, Bertoua, Buea, Douala, Dschang, Ebolowa, Foumban, Garoua, Koutaba, Kumba, Maroua, Melong, Ngaoundéré, Nguelémendouga, Nkongsamba, Soa, Yaoundé) et à l'étranger (Abidjan, Bangui, Freetown, Lagos, Libreville, Lomé, Monrovia) ;
- des débats d'opérateurs à Akonolinga, dans la Région du Centre, et à Belo, dans la Région du Nord-Ouest ;
- une foire-exposition, un colloque des chercheurs sur le café robusta et un forum des producteurs, au Palais Polyvalent des Sports de Yaoundé.

La 3ème édition du Festival International du Cacao(FESTICACAO) a eu lieu du 10 au 14 décembre 2014, en marge du Salon PROMOTE, avec en point d'orgue :

- une exposition au Palais des Congrès de Yaoundé ;
- deux forums dont l'un sur les bonnes pratiques pré et post-récoltes et l'autre sur le programme « New Generation » dont l'objectif est le rajeunissement du verger et des planteurs ;
- une Conférence internationale sur le thème « la fève du cacao et au-delà » qui a interpellé les jeunes pour une plus grande implication à la transformation de la fève, et pour une meilleure conquête du marché international.

La 5ème édition du Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat, **PROMOTE**, rendez-vous économique d'envergure pour l'Afrique Centrale, s'est déroulée du 06 au 14 décembre 2014 et a drainé sur le mont Nkolnyada, à Yaoundé, 160 000 visiteurs et 1 000 exposants. Elle a regroupé sept (07) pavillons pays dont un (01) des Amériques, un (01) d'Afrique, un (01) d'Asie, et quatre (04) d'Europe.

La 3ème édition de la foire gastronomique du Ndé, autrement dénommée NDE'LICES, organisée du 13 au 31 décembre 2014, à Bangangté, était articulée entre autres autour de l'exposition des mets camerounais et des produits de grande consommation, dans la perspective des fêtes de fin d'année, ainsi que du concours de la fourchette d'or.

Le Festival Musical, Artistique, Industriel et Commercial (FOMARIC), organisé au cours du mois de février 2014, à Douala, est une plateforme d'échanges et de promotion commerciale, artistique et culturelle, qui a regroupé les administrations publiques, les opérateurs privés de plusieurs secteurs d'activités (agriculture, élevage, agro-industrie, industrie, artisanat, culture, bâtiment, cosmétique, TIC, électronique, communication, énergie, services, etc.), autour d'une foire exposition et des conférences-débats.

La Foire Internationale de Douala pour le Développement (FIDD), rendue à sa 5ème édition, s'est tenue du 29 mars au 13 avril 2014 à Douala et a connu la participation de 175 exposants dont 13 étrangers.

Par ailleurs, **des ventes promotionnelles de riz**, en collaboration avec la SEMRY et UNVDA, se sont tenues à Yaoundé et Douala. Au total 300 tonnes de riz ont été écoulées.

Dans le même temps, des campagnes promotionnelles des huiles végétales et produits dérivés d'origine locale ont eu lieu à l'esplanade de l'Immeuble rose, à Yaoundé, en collaboration avec

les professionnels de la filière concernée.

Ø Action 4 : Amélioration de la mise en œuvre du dispositif de protection du consommateur

L'activité de sécurisation des recettes métrologiques a débouché sur l'installation de 11 postes informatiques dans 08 Délégations régionales et dans les services centraux.

Pour ce qui est de l'acquisition du matériel et de l'équipement métrologiques, il convient de relever qu'un logiciel a été acquis et installé à cet effet.

Ont par ailleurs été acquis, 340 tenues (casques, combinaisons, gants, chaussures), 169 blouses, des bancs d'essais, des pieds à coulisses mécaniques et électroniques, des tés de jaugeage etc.

En ce qui concerne la restauration des instruments traditionnels de mesure, 05 prototypes ont été conçus mais aucun n'a été produit par le prestataire qui a estimé que leur coût réel était élevé au regard du montant du marché attribué.

Il a, entre autres activités d'importance, été procédé à la vérification de 5 631 instruments de mesure de petite et moyenne portée , ainsi que 498 instruments volumétriques et gravimétriques de grande capacité.

La version révisée de la mercuriale 2014 ainsi que les trois tomes de la mercuriale 2015 ont été produits.

B/ Réalisations au cours du premier semestre 2015

Les activités menées au 1er semestre 2015 dans le cadre du programme de régulation du marché intérieur sont articulées autour des actions ci-après :

Ø Action 1 : Lutte contre les pratiques commerciales illicites

Dans le cadre de l'élaboration du manuel bilingue des procédures des contrôles, l'activité a porté sur la collecte des données à Bafoussam, Douala, Garoua et Yaoundé.

En ce qui concerne l'assainissement du marché, ont été saisis :

- six mille huit cent quatre-vingt-huit (6 848) litres d'huiles végétales raffinées, non conformes à la Norme camerounaise ;
- treize mille deux cent vingt-neuf (13 229) litres de boissons alcoolisées non estampillées ;
- quinze mille sept cent trois (15 703) produits divers (alimentaires, cosmétiques, pharmaceutiques, etc.) conditionnés en bouteilles, sacs, tubes, sachets, etc.

Ø Action2 : Amélioration de la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation.

Le transfert des fonds aux communes concernées, en vue de la construction de trente (30) marchés périodiques en 2015, est effectif. Les avis d'appel d'offres sont en cours de lancement dans lesdites communes.

Ø Action 3 : Promotion de la consommation des produits locaux

Tel que prévu, un appui à l'organisation a été apporté à :

- la 22ème édition de la FOMARIC qui s'est tenue du 03 février au 08 mars 2015 au Club CAMTEL à Douala ;
- la 6ème édition de la Foire Internationale de Douala pour le Développement (FIDD), qui

s'est tenue du 27 au 31 mai 2015 dans la ville éponyme ;

- la 5ème édition du Salon des Communes de l'Ouest (SACO), qui s'est tenue du 02 au 12 avril 2015 à Bandjoun.

Les préparatifs liés à l'organisation des autres foires locales sont en cours (PROMOTE 2017, Fête du manioc, Fête du plantain, 4ème édition de la Foire NDELICES, Fête du kanga, FESTICACAO.

Dans le cadre de l'encadrement des opérations de ventes directes de produits aux consommateurs, 700 tonnes d'huile de palme raffinée issue de la production nationale et 41,65 tonnes de riz local ont été écoulées.

Ø **Action 4 : Amélioration de la mise en œuvre du dispositif de protection du consommateur**

Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de cette action. Il s'agit notamment de :

- l'étalonnage et la vérification des instruments de mesure. Ont ainsi fait l'objet de vérification, 2580 instruments de pesage de petite portée, 28 pèse-essieux, 16 pont bascules, 09 silver points, 218 récipients de grande capacités (45 camions et 28 wagons citernes, 09 bacs, 27 cuves et 02 sphères ainsi que 107 autres instruments volumétriques) ;
- la conception, la vulgarisation et l'harmonisation des techniques et procédures de vérification des instruments de mesure ;
- la validation des prix des articles non référencés dans la mercuriale a débouché sur la création de 70 nouvelles références émanant de 141 dossiers introduits par les opérateurs économiques.

Tableau 5: BILAN TECHNIQUE (exercice 2015) DU PROGRAMME 287 / REGULATION DU MARCHE INTERIEUR

PERFORMANCE GLOBALE

Indicateur du programme	Unité de mesure	Valeur de référence		Valeur cible		Résultats programmés pour 2015	Réalisation exercice 2015	Taux de réalisation	Commentaires
		Année	Valeur	Année	Valeur				

Nombre de marchés modernes et périodiques construits	**Nb**	**2014**	**136**	**2016**	**250**	**30**	**0**	**0%**	Le transfert de fonds aux communes, prévu dans le cadre de la décentralisation, a été effectué. L'activité est en cours d'exécution et les livrables attendus ne pourront être produits qu'en fin d'exercice 2015, la procédure de passation de marché ayant dans la plupart des cas, été engagée vers la fin du premier semestre 2015.

PERFORMANCE PAR ACTION

Intitulé de l'action	Indicateur de l'action	Unité de mesure	Valeur de référence		Valeur cible		Résultats programmés pour 2015	Réalisation exercice 2015	Taux de réalisation	Commentaires
			Année	Valeur	Année	Cible				

Lutte contre les pratiques commerciales illicite	Nombre de matériels acquis	**Nb**	**2014**	**125**	**2016**	**436**	***//***	***//***	***//***	Aucune acquisition de matériel n'a été programmée en 2015. En outre, la qualité problématique de l'indicateur ne rend pas compte des résultats de l'ensemble des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action.

Amélioration de la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation	Nombre de marchés périodiques construits et de marchés urbains modernes promus	**Nb**	**2014**	**96**	**2016**	**196**	**30**	**0**	**0%**	Le transfert de fonds aux communes, prévu dans le cadre de la décentralisation, a été effectué. L'activité est en cours d'exécution et les livrables attendus ne pourront être produits qu'en fin d'exercice 2015, la procédure de passation de marché ayant dans la plupart des cas, été engagée vers la fin du premier semestre 2015.

Promotion de la consommation des produits locaux	Nombre d'opérations de promotion de la consommation des produits locaux encadrées	**Nb**	**2014**	**09**	**2016**	**79**	**11**	**04**	**6 %**	L'écart de 94 % est dû non seulement au caractère lointain de la cible, mais aussi au fait que compte tenu de leurs échéances, les autres foires locales n'en sont encore qu'au stade des préparatifs (PROMOTE 2017, Fête du manioc, Fête du plantain, 4ème édition de la Foire NDELICES, Fête du kanga).

Promotion de l'équité dans les transactions commerciales	Nombre d'équipements et d'infrastructures acquis	**Nb**	**2014**	**7**	**2016**	**80**	**49**	**0**	**0%**	L'activité est en cours d'exécution et les livrables attendus ne pourront être produits qu'en fin d'exercice 2015.

3.1.3 Programme de gouvernance et appui institutionnel

A/ Réalisations au cours de l'année 2014

La mise en œuvre du programme « gouvernance et appui institutionnel » s'est déroulée dans un contexte marqué par :

- la prise par le gouvernement des mesures notamment, la lettre circulaire n° B 70/ d-21/SG/PM, du 10 juin 2014, instruisant les administrations d'acquérir des logiciels authentiques, auprès des éditeurs et de s'assurer de leur mise à jour régulière ;
- le resserrement budgétaire des administrations publiques, non propice à la réalisation des activités de coordination et de suivi ;
- la création de nouvelles structures telles que la Division des Etudes, des Projets et des Statistiques n'a pas été suivie par une allocation budgétaire conséquente.

Par ailleurs, le Ministère du Commerce fait face à la précarité des conditions de travail due à de nombreuses insuffisances qui, à terme, impacte négativement la performance du personnel.

En effet, l'éclatement de l'ex Ministère du Développement Industriel et Commercial (MINDIC) en trois ministères et la refonte de l'organigramme du Ministère du Commerce entraînant la création de nouveaux postes de travail ont largement contribué à la détérioration de l'environnement de travail.

Outre l'exigüité des bureaux, le ratio actuel étant de cinq (05) personnels par bureau dans les services centraux, il convient de mentionner, sans prétendre à l'exhaustivité, l'insuffisance de matériel de travail et le renforcement limité des capacités des personnels.

L'arrivée, à la faveur de l'opération de recrutement de 25.000 jeunes, de 356 personnels ainsi que celle, sur instructions du Chef de l'Etat, de 800 nouveaux fonctionnaires de Prix, Poids et Mesures, ont permis de résoudre en partie, le problème du déficit en personnel.

Sur les 06 actions de la structure harmonisée du programme de soutien, recommandée

par le MINEPAT, les 02 actions susceptibles de produire des unités physiques étaient les suivantes :

- amélioration du cadre de travail ;
- amélioration de l'organisation, de la coordination et du contrôle des services.

Ø Action 5 : Amélioration du cadre et des conditions de travail

En lieu et place de sept (07) stations wagons préalablement programmées, neuf (09) berlines, quatre (04) pick up et deux (02) Prado ont été acquis en accord avec le MINEPAT et le MINMAP.

Par ailleurs, le matériel informatique, 51 ordinateurs ainsi que 10 photocopieurs et 10 Fax ont été acquis.

Pour ce qui est de l'équipement en mobilier, les services centraux et déconcentrés ont bénéficié de 20 tables bureaux, 30 fauteuils directeurs et 30 fauteuils de réception.

Ø Action 6 : Amélioration de l'organisation, de la coordination et du contrôle des services

Des efforts conséquents ont été fournis pour la gestion des ressources humaines. Aussi des dispositions sont-elles été prises pour permettre aux personnels de bénéficier :

- d'une formation en rédaction et déontologie administratives ;
- d'une formation bilingue au Centre Pilote Linguistique;
- de la participation aux ateliers de formation pour la mise en place de la bourse des matières premières ;
- la participation à des séminaires en Chine et au Sénégal.

B/ Réalisations au cours du premier semestre 2015

Le programme **«gouvernance et appui institutionnel»** a été mis en œuvre à travers les actions suivantes :

Ø Action 1 : Coordination et suivi des activités des services

L'élaboration du document d'adaptation des procédures de gestion des ressources humaines est en cours de réalisation.

Ø Action 2 : Etude stratégique et planification

Il a été prévu l'actualisation de la stratégie ministérielle. Cette activité ne sera pas réalisée car le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a mis un terme à l'élaboration des stratégies ministérielles par correspondance datée du 03 octobre 2014.

Ø Action 3 : Gestion financière et budgétaire

Le suivi des procédures de passation des marchés s'est effectué à 93%. Les livraisons sont en cours.

Ø Action 4 : Développement du système d'information statistique

L'activité relative à la production de l'annuaire statistique sur le commerce est en cours de réalisation. Le séminaire de validation des outils de collecte des données a eu lieu du 24 au 28 avril 2015 à Kribi.

Ø Action 5 : Amélioration du cadre et des conditions de travail

L'exécution des marchés relatifs à l'acquisition des matériels et à la réfection des

bureaux est en cours.

Ø **Action 6 : Développement des ressources humaines**

L'action a été mise en œuvre à travers la formation des personnels tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, notamment en Chine et au Sénégal.

Ø **Action 7 : Développement des TIC**

Le recensement du parc informatique a été réalisé. Le diagnostic posé a permis d'effectuer sa maintenance curative et préventive.

Ø **Action 8 : Contrôle et audit interne**

Les activités menées ont consisté au suivi et à la pérennisation de l'Initiative à Résultats Rapides dans les services déconcentrés. A ce sujet, les missions d'inspection se sont déroulées au cours de la période sous revue à l'Ouest, dans les Délégations Régionale et Départementales du Commerce.

Ø **Action 9 : Conseil Juridique**

Les principales activités ont porté sur :

- la finalisation et transmission dans les Services du Premier Ministre, de l'avant-projet de loi régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
- la défense des intérêts de l'état en justice, qui a porté notamment sur les affaires ci-après :

ü FERMENCAM S.A. contre Etat du Cameroun (MINCOMMERCE, MINMIDT, MINSANTE) ;
ü Société I.NET Cameroun Sarl contre Etat du Cameroun (MINCOMMERCE) ;
ü SCTM contre Etat du Cameroun (MINCOMMERCE) ;
ü NDJENG Félix contre Etat du Cameroun (MINCOMMERCE) ;
ü Ministère Public et MINCOMMERCE contre MAGNI FOTSO et NKWEMENI Fulbert et autres.

- les avis juridiques sur les dossiers soumis à l'appréciation du Ministre du Commerce.

Ø **Action 10 : Communication et relations publiques**

Les activités ont, entre autres, porté sur la couverture médiatique des manifestations suivantes :

- la 3ème édition de FESTICOFFEE ;
- la 6ème édition de la FIDD ; le Salon des Communes de l'Ouest (SACO 2015) ;
- le Festival Musical, Artistique, Industriel et Commercial (FOMARIC) ;
- l'exposition universelle « Expo 2015 à Milan ».

Ø **Action 11 : Gestion des ressources documentaires**

L'extension de la constitution du fond d'archivage dans les services déconcentrés du Ministère du Commerce a été engagée et se poursuit.

Tableau N° 6 : Bilan technique pour le premier semestre 2015 du PROGRAMME 288 /GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL

PERFORMANCE GLOBALE

Indicateur du programme	Unité de mesure	Valeur de référence	Valeur cible	Résultats programmé	Réalisation exercice 2015	Taux de réalisation	Commentaires

		Année	Valeur	Année	Cible	s pour 2015			
Nombre d'équipements acquise t d'infrastructures construites pour les services	**Nb**	**2014**	**352**	**2016**	**419**	**129**	**0**	**0%**	L'activité est en cours d'exécution et les livrables attendus ne pourront être produits qu'en fin d'exercice 2015

PERFORMANCE PAR ACTION

Intitulé de l'action	Indicateur de l'action	Unité de mesure	Valeur de référence		Valeur cible		Résultats programmés pour 2015	Réalisation exercice 2015	Taux de réalisation	Commentaires
			Année	Valeur	Année	Cible				
Coordination et suivi des activités des services	Mise en place d'un dispositif de pilotage axé sur la performance	**Nb**	**2014**	**08**	**2016**	**60**	**13**	**02**	**4%**	***//***

Etudes stratégiques et planification	Documents de planification, de programmation	**Nb**	**2014**	**04**	**2016**	**12**	**04**	**03**	**37,5%**	**Le dernier document restant sur les quatre (PPA) est en cours de finalisation.**
Gestion financière et budgétaire	Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais	**Nb**	**2014**	**08**	**2016**	**18**	**06**	**04**	**40%**	**Tous les livrables seront disponibles en fin d'année 2015**
Développement du système d'information statistique	Annuaire statistique produit annuellement	**Nb**	**2014**	**00**	**2016**	**02**	**01**	**00**	**0%**	**Les travaux de l'élaboration de l'annuaire sont en cours.**

Amélioration du cadre et des conditions de travail	Proportion des personnels disposant d'un poste de travail fixe	**%**	**2014**	**27**	**2016**	**40**	**33%**	**27 %**	**La procédure d'acquisition du mobilier est en cours**	
Développement des ressources humaines	Taux de mise en œuvre du cadre organique	**%**	**2014**	***//***	**2016**	***/ /*** **%**	***//***	***//***	***//***	
Développement des TIC	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère	**%**	**2014**	***//***	**2016**	***//***	***//***		***//***	
Contrôle et audit interne	Nombre de rapports de mission	**Nb**	**2014**	**25**	**2016**	**115**	**16**	**09**	**30%**	La valeur cible était trop ambitieuse au regard des indemnités de missions qui se sont avérées insuffisants.

Conseil Juridique	Nombre de documents juridiques produits et distribués	**Nb**	**2014**	**32**	**2016**	**95**	**50**	**40**	**76%**	
Communication et relations publiques	Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une communication	**Nb**	**2014**	**16**	**2016**	**62**	**11**	**05**	**11 %**	L'écart de 89 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté est dû à la qualité problématique de l'indicateur qui ne rend pas compte de l'ensemble des résultats des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action.
Gestion des ressources documentaires	Proportion de services disposant d'un système d'archivage	**%**	**2014**	**14**	**2016**	**20**	**18**	**16**	**80%**	

3.2. BILAN FINANCIER

3.2 BILAN FINANCIER DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2015

Le MINCOMMERCE a bénéficié pour la mise en œuvre de ses trois programmes d'un financement, au titre de **l'exercice 2015, de 6 174 000 000 (six milliards cent soixante-quatorze millions) F CFA,** dont **4 574 000 000(quatre milliards cinq cent soixante-quatorze millions) F CFA pour le fonctionnement,** et**1 600 000 000(un milliard six cent millions) F CFA pour l'investissement.**

3.2.1 Programme de développement des exportations
Au cours de **l'exercice 2015**, le programme de développement des exportations dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, de conquérir de nouveaux marchés et d'attirer les investissements étrangers, a reçu une dotation de **762 500 000** dont **402 000 000** F CFA en dépenses en capital et **311 500 000** F CFA en dépenses courantes. Cette dotation a été consommée à hauteur de **230 926 233** F CFA, soit un taux de consommation de **32.36** %.

Ø **Action 1 : Consolidation de la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels**
Sur une autorisation d'engagement de **191 500 000 F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement de **191 500 000 F CFA**. Le taux d'exécution pour la période de référence est de **87.85 %**.
Ø **Action 2 : Création des conditions pour la pénétration des marchés émergents**
Sur une autorisation d'engagement de **120 000 000 F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement de **120 000 000 F CFA**. Le taux d'exécution pour la période de référence est de **7,17%.**
Ø **Action 3 : Elargissement des débouchés et des parts de marché dans la Sous-région Afrique Centrale (CEMAC et CEEAC) et le reste du continent**
Sur une autorisation d'engagement de **186 000 F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement de **186 000 F CFA.** Le taux d'exécution pour la période de référence est de **24.77 %.**
Ø **Action 4 : Pénétration du marché américain**
Sur une autorisation d'engagement de **12 000 000 F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement de **12 000 000 F CFA.** Le taux d'exécution pour la période de référence est de **50 %**.
Ø **Action 5 : Mise en place des infrastructures d'Amélioration du commerce transfrontalier**
Sur une autorisation d'engagement de 253 000 **F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement de 204 000 **F CFA.** Le taux d'exécution pour la période de référence est de **00 %**.

Tableau N° 7 : Bilan financier pour le premier semestre 2015, du programme de développement des exportations
Programme 286: DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Actions	Montant AE budgétisé en 2015	Montant CP budgétisé en 2015
Consolidation de la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels	191 500 000	191 500
Création des conditions pour la pénétration des marchés émergents	120 000 000	120 000

Elargissement des débouchés et des parts de marché dans la Sous-région Afrique Centrale (CEMAC et CEEAC) et le reste du continent	186 000 000	186 000
Pénétration du marché américain	12 000 000	12 000
Mise en place des infrastructures d'amélioration du commerce transfrontalier	253 000 000	204 000
TOTAL	**762 500**	**713**

3.2.2 Programme de régulation du marché intérieur

Au cours de l'exercice **2015**, le programme de régulation du marché intérieur, dont l'objectif est de structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence et stimuler la croissance par la consommation intérieure, a réalisé plusieurs activités grâce à des engagements d'un montant global de **545 994 929 F CFA** sur un crédit de paiement de **2 393 765 000 F CFA,** soit un taux d'exécution de l'ordre de **22.80 %.**

Ø **Action 1 : Lutte contre les pratiques commerciales illicites**

Sur une autorisation d'engagement de **69 025 000 F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement **69 025 000 F CFA.** Le taux d'exécution pour la période de référence est de **36.97 %**.

Ø **Action 2 : Amélioration de la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation**

Sur une autorisation d'engagement **1 900 240 000 F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement de **1 900 240 000 F CFA.** Le taux d'exécution pour la période de référence est de **21.93 %**.

Ø **Action 3 : Promotion de la consommation des produits locaux**

Sur une autorisation d'engagement de **236 000 000 F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement de **236 000 000 F CFA.** Le taux d'exécution pour la période de référence est de **20.29%.**

Ø **Action 4 : Promotion de l'équité dans les transactions commerciales**

Sur une autorisation d'engagement de **188 500 000 F CFA**, il a été alloué un crédit de paiement de **188 500 000 F CFA.** Le taux d'exécution pour la période de référence est de **29.95 %.**

Tableau N° 8 : Bilan financier pour le premier semestre 2015, du programme de régulation du marché intérieur

Programme 287: REGULATION DU MARCHE INTERIEUR				
Actions	**Montant AE budgétisé en 2015**	**Montant CP budgétisé en 2015**	**Montant CP exécuté en 2015**	**Taux d'exécu**
Lutte contre les pratiques commerciales illicites	69 025 000	69 025 000	25 520 457 000	36.97
Amélioration de la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation	1 900 240 000	1 900 240 000	416 130 282 000	21.93

Promotion de la consommation des produits locaux	236 000 000	236 000 000	47 892 099 000	20.29 %
Promotion de l'équité dans les transactions commerciales	188 500 000	188 500 000	56 452 091 000	29.95 %
TOTAL	**2 393 765 000**	**2 393 765 000**	**545 994 929 000**	**22.80 %**

3.2.3 Programme de gouvernance et appui institutionnel

En 2015, le programme de Gouvernance et appui institutionnel, composé de 11 actions a reçu une dotation de **3 066 735 000 F CFA** dont la consommation globale qui est de **46.34 %** à mi-parcours, se présente se présente ainsi par action:

Ø **Action 1 : Coordination et suivi des activités des services**
La dotation annuelle de **627 000 000 F CFA** a été consommée à **57,66 %**

Ø **Action 2 : Etudes stratégiques et planification**
La consommation qui s'élève à **28 449 442 F CFA**, soit **33,28 %** de la dotation de **88 235 000 F CFA**, a permis d'assurer les travaux d'actualisation des documents de planification.

Ø **Action 3 : Gestion financière et budgétaire**
Cette action a reçu une allocation de **27 000 000 F CFA** et a connu une consommation d'un montant de **19 449 921 F CFA**, soit un taux de réalisation de **72.04 %.**

Ø **Action 4 : Développement du système d'information statistique**
L'enveloppe allouée à cette activité s'élève à **60 500 000 F CFA** et la consommation est de **35 899 954F CFA**, soit un taux d'exécution de **62.48 %.** Les principales activités réalisées sont la mise à jour des banques de données statistiques dans le secteur du commerce, ainsi que la centralisation et l'analyse des informations commerciales.

Ø **Action 5 : Amélioration du cadre et des conditions de travail**
Le montant de **1 349 000 000 F CFA** budgétisé pour la mise en œuvre de cette action, a été consommé à hauteur de **36,23 %.**

Ø **Action 6: Développement des ressources humaines**
Sur une enveloppe d'un montant de **761 000 000 F CFA** allouée pour la mise en œuvre de cette action, **391 750 879 F CFA** ont été consommés, soit un taux d'exécution de **51.47 %.**

Ø **Action 7 : Développement des TIC**
16 190 067 F CFA sur les **24 000 000 F CFA** prévus pour la mise en œuvre de cette action, ont été utilisés, soit un taux de consommation de **75.09 %.**

Ø **Action 8 : Contrôle et audit interne**
40 274 943 F CFA des **63 000 000 F CFA** destinés à la mise en œuvre de cette action, ont été consommés, soit un taux d'exécution de **66.35 %.**

Ø **Action 9 : Conseil juridique**
24 500 000 F CFA ont été budgétisés pour la mise en œuvre de cette action. **13 824 906 F CFA** ont été consommés, soit un taux d'exécution de **56.43 %.**

Ø **Action 10 : Communication et relations publiques**
Le montant de **10 000 000 F CFA** alloué pour la mise en œuvre de cette action a été consommé à hauteur de **45.25 %.**

Ø **Action 11 : Gestion des ressources documentaires**
Cette action a reçu une allocation budgétaire de **32 500 000 F CFA** dont la

consommation est de **22 784 495 F CFA**, soit un taux d'exécution de **55.70 %.**

Tableau N° 9 : Bilan financier pour le premier semestre 2015, du programme de gouvernance et appui institutionnel

Programme 288: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL

Action	Montant AE budgétisé en 2015	Montant CP budgétisé en 2015	Montant CP exécuté en 2015	Taux d'exécuti
Coordination et suivi des activités des services	627 000 000	627 000 000	353 060 468	57.66 %
Etudes stratégiques et planification	88 235 000	88 235 000	28 449 442	33.28 %
Gestion financière et budgétaire	27 000 000	27 000 000	19 449 921	72.04 %
Développement du système d'information statistique	60 500 000	60 500 000	35 899 954	62.48 %
Amélioration du cadre et des conditions de travail	1 553 000 000	1 349 000 000	494 920 196	36.23 %
Développement des ressources humaines	761 000 000	761 000 000	391 750 879	51.47 %
Développement des TIC	24 000 000	24 000 000	16 190 067	75.09 %
Contrôle et audit interne	63 000 000	63 000 000	40 274 943	66.35 %
Conseil juridique	24 500 000	24 500 000	13 824 906	56.43 %
Communication et relations publiques	10 000 000	10 000 000	4 524 986	45.25 %
Gestion des ressources documentaires	32 500 000	32 500 000	22 784 495	55.70 %
TOTAL	**3 270 735 000**	**3 066 735 000**	**1 421 130 257**	**46.34 %**

3.3. PERSPECTIVES

3.3 LES PERSPECTIVES

La réalisation des objectifs assignés au MINCOMMERCE est tributaire non seulement du niveau de mobilisation de ses ressources humaines, matérielles et financières, mais aussi de la qualité de l'environnement politico-économique international ainsi que de la performance de chacune des administrations impliquées dans le développement de la production des biens et des services.

Dans l'optique d'améliorer le rendement actuel du sous-secteur commerce, il pourrait être envisagé entre autres mesures :

- la création de l'Agence de Promotion des Exportations, instituée par la loi N° 2002/004 du 19 avril 2002 portant Charte des Investissements en République du Cameroun ;
- la création au sein du Ministère du Commerce, d'un compte spécial de promotion des

exportations ;

- le développement des mécanismes appropriés pour l'accompagnement des exportateurs ;
- la mise en place des ressources budgétaires pour couvrir les frais de maitrise d'œuvre.

En ce qui concerne l'amélioration du cadre et des conditions de travail dont l'impact est déterminant dans la qualité du rendement des services, il s'avère de plus en plus nécessaire de :

- construire ou réhabiliter et sécuriser les immeubles abritant les services déconcentrés ;
- doter les Délégations Départementales du Commerce de moyens de locomotion (pick up) ;
- acquérir du matériel informatique.

4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE

4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE

Les objectifs du Gouvernement en matière de développement du commerce consistent, au plan du commerce interne, à assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de concurrence saine et, au plan du commerce international, à développer, promouvoir et contribuer à diversifier avec l'extérieur, les échanges de biens et services à forte valeur ajoutée (**DSCE paragraphe 224, page 69**).

De manière plus explicite, il est question :

- de s'inscrire dans une dynamique de renforcement de l'intégration régionale et sous régionale ;
- d'accroître le volume des exportations aussi bien vers les marchés traditionnels (Europe et Etats-Unis) que vers ceux des pays émergents ;
- de renforcer la lutte contre les pratiques commerciales illicites ;
- d'améliorer la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation ;
- de promouvoir l'équité dans les transactions commerciales.

5. PRESENTATION DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES

5. PRESENTATION DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES

Tableau N° 10 : Synthèse stratégique du programme de développement des exportations

Programme 286	Objectif	Indicateur	Valeur en cours	
			2014	201
Développement des exportations	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer des investissements étrangers	Taux de croissance de la valeur des exportations	//	30 %

Actions	Objectif de l'action	Indicateur	Valeur en cours	
			2014	201
Consolidation de la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels	Renforcer la présence des produits Camerounais sur les marchés traditionnels	Taux de croissance de la valeur des exportations vers les marchés traditionnels	//	28
Création des conditions pour la pénétration des marchés émergents	Conquérir de nouveaux débouchés dans les pays émergents	Taux de croissance de la valeur des exportations vers les marchés émergents	//	25 %
Elargissement des débouchés et des parts de marché dans la Sous-Région Afrique Centrale (CEMAC et CEEAC) et le reste du continent	Conquérir de nouveaux débouchés dans la Sous-Région Afrique Centrale et le reste du continent;	Taux de croissance de la valeur des exportations vers la sous-région Afrique Centrale et le reste du continent	//	4 %
Pénétration du marché américain	Améliorer le niveau des exportations vers le marché américain.	Taux de croissance de la valeur des exportations vers le marché américain	//	6

Tableau N° 11: Synthèse stratégique du programme de régulation du marché intérieur

Programme 287	Objectif	Indicateur	Valeur en cours	
			2014	201
Régulation du marché intérieur	Structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence et stimuler la croissance par la consommation intérieure	Taux d'inflation général	2,5 %	2,5 %

Actions	Objectif de l'action	Indicateur	Valeur en cours		Valeur de référence		Valeur cible		
			2014	2015	Année	Valeur	2016	2017	2018
Lutte contre les pratiques commerciales illicites	Assainir le marché des produits de grande consommation	Taux d'assainissement du marché des produits de grande consommation	60%	70%	2014	60%	80%	90 %	100%

Amélioration de la structuration des circuits de distribution des produits de grande consommation	Réduire les pénuries des produits de grande consommation	Taux de régulation des approvisionnements en produits de grande consommation	70%	80%	2014	70%	80%	100 %	100%
Promotion de la consommation des produits locaux	Accroître la consommation des produits locaux	Taux d'écoulement des produits locaux mis en marché	//	60%	2015	//	70%	80 %	90%
Promotion de l'équité dans les transactions commerciales	Garantir l'exacte mesure dans la commercialisation des produits mis en marché	Taux d'équité dans les transactions	62,05 %	66%	2014	62,05 %	71%	76 %	80%

Tableau N°12: Synthèse stratégique du programme de gouvernance et appui institutionnel

Programme 288	Objectif	Indicateur	Valeur en cours	
			2014	201
Gouvernance et appui institutionnel	Améliorer le cadre et les conditions de travail	Taux d'efficacité des programmes	69,23%	72 %

	Programme 288: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL								
Actions	**Objectif de l'action**	**Indicateur**	**Valeur en cours**		**Valeur de référence**		**Valeur cible**		
			2014	**2015**	**Année**	**Valeur**	**2016**	**2017**	**2018**
Coordination et suivi des activités des services du ministère du commerce.	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Commerce	Taux d'utilisation des outils de performance	74,31 %	80 %	2014	74,31 %	90 %	95%	100 %
Etude stratégique et planification au Ministère du Commerce	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce	Taux moyen de réalisation physique des activités programmées	68,43 %	71 %	2014	68,43 %	75 %	75 %	75 %

Gestion financière et budgétaire	Assurer une bonne exécution financière des programmes	Taux d'exécution financière des activités programmées	92,16 %	92,5 %	2014	92,16 %	93,5 %	93,5 %	97 %
Développement du système d'information statistique	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques	Taux de mise en œuvre du système d'information statistique	//	12,5 %	2014	//	37,5 %	75 %	100%
Amélioration du cadre et des conditions de travail	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats	Proportion des personnels travaillant dans les conditions décentes.	26,66 %	30 %	2014	26,66 %	36 %	44 %	53 %
Développement des ressources humaines	Accroître qualitativement les ressources humaines	Taux de mise en œuvre du plan de formation	//	20 %	2014	//	40%	60 %	80%
Développement des TIC	Optimiser les échanges électroniques entre différentes structures du Ministère	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique du Ministère	35,7%	50 %	2014	35,7%	62,5 %	75 %	87,5 %
Contrôle et audit interne	Améliorer le fonctionnement et la performance des services au ministère	Taux d'inspection des services	//	8,97 %	2014	//	17,94 %	26,92 %	35,89 %
Conseil juridique	Veiller au respect des lois, des règlements, des accords et conventions au Ministère	Taux d'encadrement juridique	92 %	93 %	2014	92 %	95 %	98 %	100 %
Communication et relation publique	Accroître la visibilité des actions menées au Ministère	Taux d'utilisation des canaux de communication	95 %	100 %	2014	95 %	100 %	100 %	100 %
Gestion des ressources documentaires	Améliorer la gestion des ressources documentaires au ministère du Commerce	Taux d'archivage des documents	//	10,25 %	2014	//	16.66 %	26,92 %	39,74 %

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 286

DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME D'EXPORTATION	Renforcer le cadre institutionnel et les mécanismes d'exportations	Nombre de mécanismes d'allègement des procédures d'exportation et d'encadrement des exportateurs mis en place	0	7	
02	RENFORCEMENT DES EXPORTATIONS & DIVERSIFICATION DES DÉBOUCHÉS	Consolider la présence du Cameroun sur les marchés traditionnels, conquérir de nouveaux débouchés et élargir la gamme des produits à l'exportation.	Nombre de marchés traditionnels consolidés et de nouveaux débouchés prospectés	12	25	
03	CONSOLIDATION DE LA PRESENCE DES PRODUITS CAMEROUNAIS SUR LES MARCHES TRADITIONNELS, NOTAMMENT DANS CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE (GRANDE BRETAGNE, BELGIQUE ET ITALIE)	Favoriser la présence des produits Camerounais sur les marchés traditionnels	Nombre de marchés traditionnels consolidés	18	24	Annuaire statistique
04	CREATION DES CONDITIONS POUR LA PENETRATION DES MARCHES EMERGENTS (BRESIL, INDE ET TURQUIE)	Conquérir de nouveaux débouchés dans les pays émergents	Nombre de marchés émergents pénétrés	6	13	Annuaire statistique
05	ELARGISSEMENT DES DEBOUCHES ET DES PARTS DE MARCHE DANS LA SOUS-REGION AFRIQUE CENTRALE (CEMAC ET CEEAC) ET LE RESTE DU CONTINENT (ANGOLA, NIGERIA ET RSA)	Conquérir de nouveaux débouchés	Nouveaux débouchés prospectés	3	8	Annuaire statistique
06	PÉNÉTRATION DU MARCHÉ AMÉRICAIN	Augmenter les exportations à travers la conquête des parts additionnelles de marché dans le cadre de l'AGOA.	Nombre de produits exportés vers les USA	3	10	Annuaire Statistique
07	MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES D'AMELIORATION DU COMMERCE TRANSFRONTALIER	Faciliter les échanges commerciaux dans un cadre mieux organisé et dans des conditions dignes.	Nombre d'infrastructures opérationnelles construites dans les zones frontalières	4	28	Annuaire Statistique

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 287

RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR

Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	LUTTE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES	Assurer l'opérationnalité et l'efficacité des structures de lutte contre les pratiques commerciales illicites	Nombre de structures opérationnelles	72	151	Annuaire statistique
			Nombre de matériels acquis	125	436	Annuaire statistique
02	AMELIORATION DE LA STRUCTURATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION	Structurer les circuits de distribution des produits de grande consommation	Nombre de marchés périodiques et frontaliers construits et de marchés urbains modernes promus	96	196	Annuaire statistique
03	PROMOTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX	Accroître la consommation des produits locaux	Nombre d'opérations de promotion de consommation des produits locaux encadrées	17	79	Annuaire statistique
04	Promotion de l'équité dans les transactions commerciales	Mettre en place les mécanismes de protection du consommateur prévus par la loi et garantir l'exactitude des mesures dans les transactions commerciales	Nombre d'organes, d'équipements et d'infrastructures opérationnels acquis	7	107	Annuaire statistique

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 288

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE

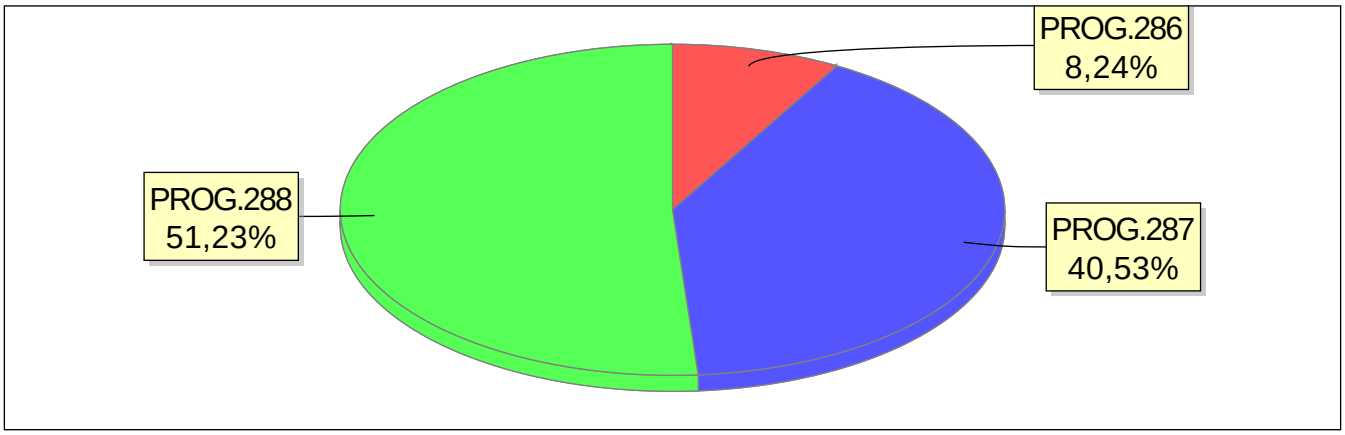
Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Commerce	Mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance	8	92	
02	ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce	Documents de planification, de programmation et de budgétisation produits annuellement dans les délais	4	29	ANNUAIRE STATISTIQUE
03	GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE	Assurer une bonne exécution financière des programmes	Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais	8	38	RAPPORTS D'EXECUTION PRODUITS
04	DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques	Annuaire statistique produit annuellement	0	6	ANNUAIRE STATISTIQUE
05	AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	Doter les services d'infrastructures et d'équipements adéquats	Proportion des personnels disposant d'un poste de travail fixe	27	60	Annuaire statistique
07	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	Accroitre qualitativement les ressources humaines	Taux de mise en œuvre du cadre organique	0	95	
08	DÉVELOPPEMENT DES TIC	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du ministère	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique au ministère	0	60	
09	CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE	Améliorer le fonctionnement et la performance des services au ministère	Nombre de rapports de mission	25	115	
10	CONSEIL JURIDIQUE	Veiller au respect des lois, des règlements, des accords et conventions au ministère	Nombre de documents juridiques produits et distribués	32	95	
11	COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES	Accroitre la visibilité des actions menées au ministère	Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une communication	16	110	
12	GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	Améliorer la gestion des ressources documentaires au Ministère	Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel	14	70	

DEUXIEME PARTIE
CONTENU DES PROGRAMMES

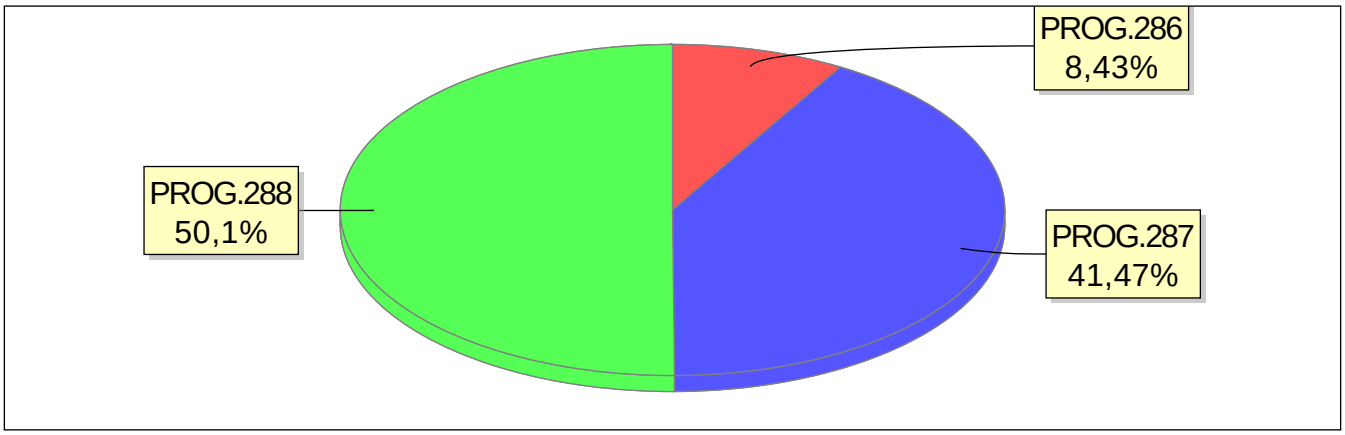
REPARTITION DES CREDITS DU CHAPITRE

NUMÉRO ET INTITULÉ DU PROGRAMME		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
286	DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	315 085 000	315 085 000	174 000 000	174 000 000	489 085 000	489 085 000
287	RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR	1 550 215 000	1 550 215 000	855 685 000	855 685 000	2 405 900 000	2 405 900 000
288	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE	2 537 700 000	2 535 700 000	503 665 000	370 315 000	3 041 365 000	2 906 015 000
TOTAL		4 403 000 000	4 401 000 000	1 533 350 000	1 400 000 000	5 936 350 000	5 801 000 000

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT



CREDITS DE PAIEMENT



6. PROGRAMME 286

DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

RESPONSABLE DU PROGRAMME

JOSEPH NDUMBE MOTOMBY

6.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme de développement des exportations s'articule autour des cinq (04) actions suivantes :
-la consolidation de la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels;
-la création des conditions pour la pénétration des marchés émergents ;
-l'élargissement des débouchés et des parts de marché dans la Sous-région Afrique Centrale (CEMAC, CEEAC) et le reste du continent ;
-la pénétration du marché américain ;

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer les investissements étrangers.

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de marchés extérieurs prospectés	nb	2014	18	2016	26

RECAPITULATION DES ACTIONS

ACTION 01: AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME D'EXPORTATION

ACTION 02: RENFORCEMENT DES EXPORTATIONS & DIVERSIFICATION DES DÉBOUCHÉS

ACTION 03: CONSOLIDATION DE LA PRESENCE DES PRODUITS CAMEROUNAIS SUR LES MARCHES TRADITIONNELS, NOTAMMENT DANS CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE (GRANDE BRETAGNE, BELGIQUE ET ITALIE)

ACTION 04: CREATION DES CONDITIONS POUR LA PENETRATION DES MARCHES EMERGENTS (BRESIL, INDE ET TURQUIE)

ACTION 05: ELARGISSEMENT DES DEBOUCHES ET DES PARTS DE MARCHE DANS LA SOUS-REGION AFRIQUE CENTRALE (CEMAC ET CEEAC) ET LE RESTE DU CONTINENT (ANGOLA, NIGERIA ET RSA)

ACTION 06: PÉNÉTRATION DU MARCHÉ AMÉRICAIN

ACTION 07: MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES D'AMELIORATION DU COMMERCE TRANSFRONTALIER

6.2. STRATÉGIE PROGRAMME

La structure de nos exportations se caractérise par une gamme réduite de produits constitués pour l'essentiel, de matières premières, et une faible diversification des destinations.

Cette situation résulte de la faible capacité de la production nationale à approvisionner un marché extérieur fortement demandeur de produits de rente ou autres, tels que le miel, le poivre, le textile, le savon et les huiles raffinées, ainsi que du non achèvement du processus de mise en place des structures modernes d'accompagnement et de promotion des exportations. Ce dernier volet est d'autant plus important que nombre d'entreprises exportatrices manquent à la fois de professionnalisme et d'une surface financière conséquente.

C'est en prenant en compte tous ces problèmes, que le Ministère du Commerce entend, avec toutes les parties prenantes au niveau national, et en conformité avec les engagements pris sur les plans multilatéral et bilatéral, (i) consolider la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels, (ii) pénétrer les marchés émergents, (iii) élargir les débouchés et les parts de marchés dans la Sous-région Afrique Centrale et le reste du continent, et (iv) pénétrer le marché américain.

6.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION 01

AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME D'EXPORTATION

OBJECTIF 1. Renforcer le cadre institutionnel et les mécanismes d'exportations

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de mécanismes d'allègement des procédures d'exportation et d'encadrement des exportateurs mis en place	nb	2013	0	2015	7

ACTION 02

RENFORCEMENT DES EXPORTATIONS & DIVERSIFICATION DES DÉBOUCHÉS

OBJECTIF 1. Consolider la présence du Cameroun sur les marchés traditionnels, conquérir de nouveaux débouchés et élargir la gamme des produits à l'exportation.

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de marchés traditionnels consolidés et de nouveaux débouchés prospectés	nb	2012	12	2015	25

ACTION 03

CONSOLIDATION DE LA PRESENCE DES PRODUITS CAMEROUNAIS SUR LES MARCHES TRADITIONNELS, NOTAMMENT DANS CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE (GRANDE BRETAGNE, BELGIQUE ET ITALIE)

En vue de la réalisation de cette action, un certain nombre d'activités ont été menées, notamment :
- l'installation, en décembre 2012, d'une vitrine d'exposition et d'un kiosque de dégustation à l'Ambassade du Cameroun à Paris ;
-les négociations engagées avec SN Bruxelles en vue de l'intégration des produits camerounais dans les menus servis à bord des aéronefs au départ et à destination du Cameroun, ont été concluantes. Aujourd'hui, la quasi-totalité des produits utilisés pour la confection des repas servis à bord des vols de BRUSSELS AIRLINES est d'origine camerounaise ;
-l'intégration du poivre de Penja, associé au foie gras, dans le menu international d'Air France ;
-la participation active à l'accord de partenariat volontaire avec l'Union Européenne sur le bois.
C'est aussi à travers les foires et foras que le MINCOMMERCE a oeuvré à la promotion des produits camerounais, ainsi, du 11 au 14 octobre, 87 opérateurs économiques ont pris part à la quatorzième foire de la Confédération des Hommes d'Affaires et Industriels de Turquie (MUSIAD) ainsi qu'au Forum .

OBJECTIF 1. Favoriser la présence des produits Camerounais sur les marchés traditionnels

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de marchés traditionnels consolidés	nb	2014	18	2019	24

ACTION 04

CREATION DES CONDITIONS POUR LA PENETRATION DES MARCHES EMERGENTS (BRESIL, INDE ET TURQUIE)

C'est dans le cadre de la conduite de cette action que :
-les Journées Economiques et Commerciales du Cameroun (JEC) au Brésil (du 12 au 17 juillet 2012) ont eu lieu et ont connu un franc succès, avec notamment la création d'une société mixte brésilo-camerounaise pour la production du maïs et du soja dans le Grand Nord ;
-le Cameroun a pris part, du 11 au 14 octobre 2012, à la 14ème foire de la Confédération des Hommes d'Affaires et Industriels de Turquie (MUSIAD), ainsi qu'au Forum international des affaires de Turquie, avec une délégation de 87 opérateurs économiques ;
-le troisième round des négociations a eu lieu à Istanbul les 8 et 9 mai 2012 entre le Cameroun et la Turquie.
Les activités dont l'exécution physique est ici présentée devaient, selon les prévisions budgétaires, être financées à hauteur de 78 000 000 FCFA. Cette somme a été entièrement utilisée ; d'où un taux de consommation de 100%.

OBJECTIF 1. Conquérir de nouveaux débouchés dans les pays émergents

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de marchés émergents pénétrés	nb	2014	6	2019	13

ACTION 05

ELARGISSEMENT DES DEBOUCHES ET DES PARTS DE MARCHE DANS LA SOUS-REGION AFRIQUE CENTRALE (CEMAC ET CEEAC) ET LE RESTE DU CONTINENT (ANGOLA, NIGERIA ET RSA)

L'objectif de cette action est de conquérir de nouveaux débouchés et d'élargir la gamme des produits à l'exportation. Pour y parvenir, les activités ci-après doivent être mises en oeuvre :
-l'organisation des Journées Economiques et Commerciales en République Sud africaine et au Nigeria ;
-l'organisation de la Foire Transfrontalière de la CEMAC (FOTRAC) à Kyé-Ossi ;
-la participation à la Foire Internationale de Lagos au Nigéria ;
-le classement par séries et le ciblage des besoins du marché nigérian en produits d'origine camerounaise ;
-la construction des marchés frontaliers d'Alaki dans la Région du Sud et d'Amchidé dans la Région de l'Extrême-Nord et de Doumo dans la Région du Nord ;
-l'appui aux femmes impliquées dans le commerce informel transfrontalier.

OBJECTIF 1. Conquérir de nouveaux débouchés

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nouveaux débouchés prospectés	nb	2014	3	2019	8

ACTION 06

PÉNÉTRATION DU MARCHÉ AMÉRICAIN

Il ressort des activités qui ont ici été menées que :
-le Ministre du Commerce a participé à la 11ème Conférence Ministérielle de l'AGOA à Washington en juin 2012. Le Cameroun a été élu à cette occasion Vice-président du Comité Consultatif Africain et a été désigné pour abriter la 12ème Conférence qui se tiendra en 2015. Une entreprise camerounaise, La Maraîchère, a décroché un financement de 15.000.000 USD (5,33 milliards de FCFA) pour la fourniture de compléments alimentaires ;
-les Journées Economiques et Commerciales du Cameroun aux Etats-Unis se sont déroulées du 12 au 15 septembre 2012 à Washington et à Chicago. Quarante six (46) entreprises, dont 13 opérant dans le domaine des infrastructures, 18 dans l'agriculture et l'agro-alimentaire, 07 dans les services et 08 dans l'artisanat, ont pris part à ces rencontres. Des contacts ont été noués, notamment (i) celui entre la SITRAC, une entreprise camerounaise de fabrication de câbles électriques, et EXIM BANK, (ii) celui entre le FEICOM et des sociétés américaines désirant investir dans la construction des logements

sociaux au Cameroun.
Un montant de 54 000 000 de francs CFA a été alloué aux activités mis en exergue dans le cadre de la mise en oeuvre de cette action. Les crédits consommés pour les réalisations y relatives s'élèvent à 52 517 000, soit un taux d'exécution financière de l'ordre de 97, 25 %.

OBJECTIF 1. Augmenter les exportations à travers la conquête des parts additionnelles de marché dans le cadre de l'AGOA.

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de produits exportés vers les USA	-	2014	3	2019	10

ACTION 07

MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES D'AMELIORATION DU COMMERCE TRANSFRONTALIER

Les activités ici concernées portent sur :
-la mise en place des hôtels de commerce dans les Régions frontalières;
-la construction, l'équipement, ainsi que la sécurisation, et l'aménagement des sites des marchés frontaliers ;
l'appui aux femmes impliquées dans le commerce informel transfrontalier

OBJECTIF 1. Faciliter les échanges commerciaux dans un cadre mieux organisé et dans des conditions dignes.

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre d'infrastructures opérationnelles construites dans les zones frontalières	nb	2014	4	2019	28

6.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS

NUMÉRO ET INTITULÉ DE L'ACTION		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
03	CONSOLIDATION DE LA PRESENCE DES PRODUITS CAMEROUNAIS SUR LES MARCHES TRADITIONNELS, NOTAMMENT DANS CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE (GRANDE BRETAGNE, BELGIQUE ET ITALIE)	52 235 000	52 235 000	0	0	52 235 000	52 235 000
04	CREATION DES CONDITIONS POUR LA PENETRATION DES MARCHES EMERGENTS (BRESIL, INDE ET TURQUIE)	77 350 000	77 350 000	0	0	77 350 000	77 350 000
05	ELARGISSEMENT DES DEBOUCHES ET DES PARTS DE MARCHE DANS LA SOUS-REGION AFRIQUE CENTRALE (CEMAC ET CEEAC) ET LE RESTE DU CONTINENT (ANGOLA, NIGERIA ET RSA)	174 500 000	174 500 000	174 000 000	174 000 000	348 500 000	348 500 000

06	PÉNÉTRATION DU MARCHÉ AMÉRICAIN	11 000 000	11 000 000	0	0	11 000 000	11 000 000
TOTAL		315 085 000	315 085 000	174 000 000	174 000 000	489 085 000	489 085 000

7. PROGRAMME 287

RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR

RESPONSABLE DU PROGRAMME

VALENTIN JOSE MBARGA BIHINA
Directeur du Commerce Intérieur

7.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme de régulation du marché intérieur comporte quatre (4) actions à savoir :
-la lutte contre les pratiques commerciales illicites ;
-l'amélioration de l'organisation des circuits de commercialisation;
-la promotion de la consommation des produits locaux ;
-la promotion de l'équité dans les transactions commerciales.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 Structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence et stimuler la croissance par la consommation intérieure.

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de marchés modernes et périodiques construits	nb	2013	96	2014	250

RECAPITULATION DES ACTIONS

ACTION 01: LUTTE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES

ACTION 02: AMELIORATION DE LA STRUCTURATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

ACTION 03: PROMOTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX

ACTION 04: PROMOTION DE L'ÉQUITÉ DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES

7.2. STRATÉGIE PROGRAMME

Dans un contexte économique libéralisé, la mission de régulation du marché intérieur, assignée au MINCOMMERCE, se heurte à la persistance de certaines pesanteurs qui tendent à alimenter la spéculation au détriment du consommateur. Il s'agit notamment du non respect des normes en matière des prix et de la qualité, de la non-structuration des filières de distribution des produits de grande consommation et de l'extraversion des habitudes de consommation des ménages.
Pour y faire face, le Ministère du Commerce entend renforcer le dispositif de lutte contre les pratiques commerciales illicites, améliorer la structuration des circuits de commercialisation, encourager la consommation des produits locaux et l'équité dans les transactions commerciales, et promouvoir l'équité dans les transactions commerciales.

7.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION 01
LUTTE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES

Cette action vise à assurer l'opérationnalité et l'efficacité des structures de lutte contre les pratiques commerciales illicites. A cet effet, les activités ci-après seront menées :
-l'élaboration d'un manuel bilingue de procédures des travaux métrologiques;
-l'acquisition des tenues de travail pour inspections et contrôles.

OBJECTIF 1. Assurer l'opérationnalité et l'efficacité des structures de lutte contre les pratiques commerciales illicites

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de structures opérationnelles	nb	2015	72	2017	151
2	Nombre de matériels acquis	nb	2014	125	2016	436

ACTION 02
AMELIORATION DE LA STRUCTURATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

Il s'agit de structurer les circuits de distribution des produits de grande consommation. Cette action comporte des mesures destinées à éliminer les goulots d'étranglement encore existants et des mesures incitatives visant à stimuler l'offre proprement dite. D'où la nécessité de mener un certain nombre d'activités notamment :
-l'élaboration d'un répertoire bilingue des marchés et foires du Cameroun;
-la mise en place d'une Bourse des Matières Premières;
-la revue du projet d'appui à la construction et à la réhabilitation des marchés périodiques et urbains ;
-la construction des marchés périodiques;
-la construction de 02 marchés de gros ;
-la mise en place d'un système d'information sur le marché ;
-la construction de 05 marchés témoins de poulets ;
-l'étude pour la formulation du projet de renforcement des capacités des acteurs d'approvisionnement des villes en produits vivriers.

OBJECTIF 1. Structurer les circuits de distribution des produits de grande consommation

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de marchés périodiques et frontaliers construits et de marchés urbains modernes promus	nb	2014	96	2016	196

ACTION 03

PROMOTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX

Cette action vise à accroître la consommation des produits locaux. Aussi importera-t-il, dans le cadre de sa mise en uvre de réaliser, les activités suivantes :
-appui à l'organisation des foires et manifestations promotionnelles (PROMOTE ; FIDD ; COSMETIKA ; BATIMAID, FOMARIC) ;
-organisation des journées de dégustation et de promotion des produits locaux (Textile Show, FESTICACAO, FESTICOFFEE, plantain, manioc, NDE'LICES).

OBJECTIF 1. Accroître la consommation des produits locaux

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre d'opérations de promotion de consommation des produits locaux encadrées	nb	2015	17	2017	79

ACTION 04

Promotion de l'équité dans les transactions commerciales

L'intérêt de cette action réside dans l'accélération du processus de mise en place des mécanismes de protection du consommateur prévus par la loi et la préservation ou la recherche de la justesse des mesures dans les transactions commerciales. Il sera question de mener les activités ci-après :
-acquisition d'un logiciel de gestion des opérations de barèmage et d'étalonnage des récipients de mesures ;
-équipement en matériels métrologiques ;
-construction et équipement d'un poste de jaugeage à Bafoussam ;
-réhabilitation du poste de jaugeage de Garoua ;
-organisation de la journée de la Métrologie légale ;
-organisation de la Journée Mondiale du consommateur ;
-modernisation du conservatoire des équipements de la métrologie ;
-construction et équipement d'un laboratoire de métrologie légale ;
-acquisition d'un camion étalon pour pesage dynamique ;
-dynamisation de la Commission Centrale de Constatation des Prix ;
-extension du dispositif de sécurisation des recettes relatives à la métrologie légale ;
-acquisition des bancs d'essais pour compteurs d'eau ;
-restauration des instruments traditionnels de mesure ;
-raccordement des étalons nationaux.

OBJECTIF 1. Mettre en place les mécanismes de protection du consommateur prévus par la loi et garantir l'exactitude des mesures dans les transactions commerciales

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre d'organes, d'équipements et d'infrastructures opérationnels acquis	nb	2015	7	2017	107

7.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS

NUMÉRO ET INTITULÉ DE L'ACTION		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	LUTTE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES	60 025 000	60 025 000	0	0	60 025 000	60 025 000
02	AMELIORATION DE LA STRUCTURATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION	1 280 340 000	1 280 340 000	648 995 000	648 995 000	1 929 335 000	1 929 335 000
03	PROMOTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX	163 850 000	163 850 000	206 690 000	206 690 000	370 540 000	370 540 000
04	Promotion de l'équité dans les transactions commerciales	46 000 000	46 000 000	0	0	46 000 000	46 000 000
TOTAL		1 550 215 000	1 550 215 000	855 685 000	855 685 000	2 405 900 000	2 405 900 000

8. PROGRAMME 288

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE

RESPONSABLE DU PROGRAMME

BONIFACE BAYAOLA
Directeur des Affaires Générales

8.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 288, intitulé gouvernance et appui institutionnel, vient en soutien aux deux précédents et comprend les onze (11) actions ci-après :
-coordination et suivi des activités des services du Ministère du Commerce ;
-études stratégiques et planification au Ministère du Commerce ;
-gestion financière et budgétaire ;
-développement du système d'information statistique ;
-amélioration du cadre de travail ;
-développement des ressources humaines ;
-développement des TIC ;
-contrôle et audit interne ;
-conseil juridique ;
-communication et relation publique ;
gestion des ressources documentaires.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 Améliorer le cadre et les conditions de travail

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre d'équipements acquis et d'infrastructures construites pour les services	nb	2013	173	2016	419

RECAPITULATION DES ACTIONS

ACTION 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES
ACTION 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION
ACTION 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE
ACTION 04: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE
ACTION 05: AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL
ACTION 07: DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
ACTION 08: DÉVELOPPEMENT DES TIC
ACTION 09: CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE
ACTION 10: CONSEIL JURIDIQUE
ACTION 11: COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES
ACTION 12: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

8.2. STRATÉGIE PROGRAMME

Dans la mise en oeuvre de la mission qui lui est assignée, le Ministère du Commerce fait face à des difficultés endogènes et exogènes que sont : la précarité des conditions et du cadre de travail due à l'insuffisance des ressources financières et matérielles ; l'insuffisance qualitative des ressources humaines ; l'absence des manuels de procédures pour les opérations de coordination et de contrôle des services. Afin d'y remédier, le Ministère du Commerce recherche les moyens lui permettant d'améliorer aussi bien les conditions et le cadre de travail que la gouvernance, d'accroître le rendement du personnel.

8.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION 01
COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

Il est question d'assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Commerce. Les activités ci-après ont à cet effet été retenues:
-traduction en version anglaise et production du manuel des procédures administratives ;
-élaboration du document d'adaptation des procédures de gestion des ressources humaines ;
acquisition, installation et extension d'une application informatique de gestion du courrier.

OBJECTIF 1. Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère du Commerce

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance	nb	2014	8	2019	92

ACTION 02
ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION

Elle porte sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce, et devra être mise en uvre à travers les activités ci-après :
-actualisation de la stratégie du Ministère du Commerce ;
-élaboration des documents de planification, de programmation et de budgétisation.

OBJECTIF 1. Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense au Ministère du Commerce

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Documents de planification, de programmation et de budgétisation produits annuellement dans les délais	nb	2014	4	2019	29

ACTION 03

GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

Elle a pour but d'assurer une bonne exécution financière des programmes grâce à :
-la production des rapports d'exécution physico-financière trimestriels, semestriel et annuel;
-l'élaboration du plan de passation des marchés;
l'élaboration du RAP.

OBJECTIF 1. Assurer une bonne exécution financière des programmes

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais	nb	2014	8	2019	38

ACTION 04

DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

Il est question dans cette action de mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques

OBJECTIF 1. Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Annuaire statistique produit annuellement	nb	2014	0	2019	6

ACTION 05

AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le principal objectif de cette action est d'améliorer les conditions matérielles de travail grâce à :
- la construction et la sécurisation des délégations régionales et départementales ;
-l'extension, la réfection ainsi que l'équipement de délégations départementales, en mobilier de bureau et en matériel informatique ;
-la mise à disposition de certaines commodités (réfrigérateurs, splits, rideaux…) ;
-l'extension de l'installation de la vidéo surveillance dans les services centraux ;
-l'acquisition du matériel roulant.

OBJECTIF 1. Doter les services d'infrastructures et d'équipements adéquats

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Proportion des personnels disposant d'un poste de travail fixe	%	2014	27	2019	60

ACTION 07
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Il importe ici d'accroitre qualitativement les ressources humaines en s'appuyant sur le renforcement des capacités du personnel.

OBJECTIF 1. Accroitre qualitativement les ressources humaines

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Taux de mise en œuvre du cadre organique	%	2014	0	2019	95

ACTION 08
DÉVELOPPEMENT DES TIC

Le développement des TIC vise à optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du Ministère. Il porte précisément sur :
-l'élaboration du schéma directeur informatique ;
-l'augmentation de la bande passante du réseau internet du MINCOMMERCE ;
-l'entretien et l'extension du réseau internet ;
-la mise en place d'un réseau sans fil au MINCOMMERCE (WIFI).

OBJECTIF 1. Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du ministère

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique au ministère	%	2014	0	2019	60

ACTION 09
CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE

La mise en uvre de l'action relative au contrôle et à l'audit interne consiste à améliorer le fonctionnement et la performance des services.

OBJECTIF 1. Améliorer le fonctionnement et la performance des services au ministère

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de rapports de mission	nb	2014	25	2019	115

ACTION 10

CONSEIL JURIDIQUE

Le Conseil juridique veille au respect des lois, des règlements, des accords et conventions au ministère. A cet effet, il procèdera à l'élaboration d'un guide sur les accords commerciaux dont le Cameroun est partie, et d'un recueil de textes sur le commerce.

OBJECTIF 1. Veiller au respect des lois, des règlements, des accords et conventions au ministère

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre de documents juridiques produits et distribués	nb	2014	32	2019	95

ACTION 11

COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

Parce qu'elle consiste à accroitre la visibilité des actions menées au sein du ministère, l'action de communication et de relation publique devra porter sur :
-l'acquisition et installation d'un studio audionumérique et caméra numérique ;
-la production des outils de communication ;
-la mise en place d'une foire virtuelle pour la commercialisation en ligne des produits.

OBJECTIF 1. Accroitre la visibilité des actions menées au ministère

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une communication	nb	2014	16	2019	110

ACTION 12

GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Cette action vise à améliorer la gestion des ressources documentaires au Ministère. Pour ce faire, elle devra se mettre en uvre à travers :
-l'aménagement et l'équipement de l'espace d'archivage ;
-l'aménagement et l'équipement de la bibliothèque.

OBJECTIF 1. Améliorer la gestion des ressources documentaires au Ministère

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	*VALEUR*	*ANNEE*	*VALEUR*
1	Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel	%	2014	14	2019	70

8.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS

NUMÉRO ET INTITULÉ DE L'ACTION		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	998 900 000	998 900 000	0	0	998 900 000	998 900 000
02	ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION	86 200 000	86 200 000	0	0	86 200 000	86 200 000
03	GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE	32 000 000	32 000 000	0	0	32 000 000	32 000 000
04	DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE	0	0	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
05	AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	1 020 700 000	1 018 700 000	458 665 000	325 315 000	1 479 365 000	1 344 015 000
07	DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	267 000 000	267 000 000	0	0	267 000 000	267 000 000
08	DÉVELOPPEMENT DES TIC	5 500 000	5 500 000	20 000 000	20 000 000	25 500 000	25 500 000
09	CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE	63 200 000	63 200 000	0	0	63 200 000	63 200 000
10	CONSEIL JURIDIQUE	18 000 000	18 000 000	0	0	18 000 000	18 000 000
11	COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES	7 500 000	7 500 000	0	0	7 500 000	7 500 000
12	GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	38 700 000	38 700 000	0	0	38 700 000	38 700 000
TOTAL		2 537 700 000	2 535 700 000	503 665 000	370 315 000	3 041 365 000	2 906 015 000

ANNEXE
TABLEAU DE BUDGETISATION

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Secteur	9	**PRODUCTION ET COMMERCE**	**5 936 350**	**5 801 000**
Fonction	91	**Affaires communes de la production, du commerce et de l'emploi**	**5 936 350**	**5 801 000**
Programme	286	**DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS**	**489 085**	**489 085**
Action	03	**CONSOLIDATION DE LA PRESENCE DES PRODUITS CAMEROUNAIS SUR LES MARCHES TRADITIONNELS, NOTAMMENT DANS CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE (GRANDE BRETAGNE, BELGIQUE ET ITALIE)**	**52 235**	**52 235**
Article	43 54 06	**Conseil Economique et Commercial de Bruxelles**	**52 235**	**52 235**
Paragraphe	6141	Abonnements et consommations d'eau	5 000	5 000
	6142	Abonnements et consommations d'électricité	9 000	9 000
	6181	Abonnements et consommations de téléphone, fax, telex, téléphones portables,	3 500	3 500
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6144	Consommation de gaz et autres énergies	6 000	6 000
	6161	Entretien ordinaire des bâtiments	1 000	1 000
	6172	Indemnités de mission à l'étranger	2 000	2 000
	6174	Frais de réception	3 000	3 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	4 000	4 000
	6180	Assurances	3 000	3 000
	6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	2 000	2 000
	6272	Rémunération du personnel sous contrat en poste à l'étranger (ambassades et représentations)	10 735	10 735
Action	04	**CREATION DES CONDITIONS POUR LA PENETRATION DES MARCHES EMERGENTS (BRESIL, INDE ET TURQUIE)**	**77 350**	**77 350**
Article	33 00 01	**Direction du Commerce Extérieur**	**77 350**	**77 350**
Paragraphe	6103	Achats de mobilier de bureau	4 000	4 000
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	4 000	4 000
	6132	Frais de transport des agents en mission à l'étranger	8 731	8 731
	6152	Locations de véhicules	4 000	4 000
	6156	Locations des matériels techniques	5 600	5 600
	6172	Indemnités de mission à l'étranger	3 290	3 290
	6174	Frais de réception	10 000	10 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	32 000	32 000
	6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	5 729	5 729
Action	05	**ELARGISSEMENT DES DEBOUCHES ET DES PARTS DE MARCHE DANS LA SOUS-REGION AFRIQUE CENTRALE (CEMAC ET CEEAC) ET LE RESTE DU CONTINENT (ANGOLA, NIGERIA ET RSA)**	**348 500**	**348 500**
Article	33 00 01	**Direction du Commerce Extérieur**	**252 000**	**252 000**
Paragraphe	2028	Restructuration du personnel, amélioration de la gestion des ressources humaines	12 000	12 000
	2040	Etudes d'économie générale	30 000	30 000
	2260	Achats de matériels de bureau	7 000	7 000
	2276	Acquisitions, rénovations des installations et matériels des services informatiques	51 000	51 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 500	2 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 500	2 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 000	3 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	80 000	80 000
	6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique	54 500	54 500
	6269	Primes spécifiques	3 000	3 000
Article	35 00 10	**Comité Technique National Balance Commerciale**	**11 000**	**11 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6269	Primes spécifiques	6 000	6 000
Article	35 00 51	**Cellule des Opérations Commerciales auprès du Guichet Unique**	**2 500**	**2 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 000	1 000
Article	35 00 52	**COMITE D'ORGANISATION DE LA FOIRE TRANSFRONTALIERE DE LA CEMAC**	**4 000**	**4 000**
Paragraphe	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	3 000	3 000
Article	35 00 63	**COMITE NATIONALD' AGREMENT DES PRODUITS INDUSTRIELS POUR LA CEMAC**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6269	Primes spécifiques	5 000	5 000
Article	64 15 25	**COMMUNE DE MAYO OULO**	**49 000**	**49 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	49 000	49 000
Article	64 18 19	**COMMUNE DE KYE OSSI**	**25 000**	**25 000**
Paragraphe	2040	Etudes d'économie générale	25 000	25 000
Action	06	**PÉNÉTRATION DU MARCHÉ AMÉRICAIN**	**11 000**	**11 000**
Article	43 52 02	**Conseil Economique et Commercial de Washington**	**11 000**	**11 000**
Paragraphe	6141	Abonnements et consommations d'eau	5 000	5 000
	6142	Abonnements et consommations d'électricité	6 000	6 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Programme	287	**RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR**	**2 405 900**	**2 405 900**
Action	01	**LUTTE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES**	**60 025**	**60 025**
Article	35 00 15	**Comité Antidumping et des Subventions**	**2 000**	**2 000**
Paragraphe	6269	Primes spécifiques	2 000	2 000
Article	35 00 40	**Comité de lutte contre la Fraude, la Contrebande et la Contrefaçon**	**1 100**	**1 100**
Paragraphe	6269	Primes spécifiques	1 100	1 100
Article	37 00 02	**Brigade Nationale de Contrôle et de Repression de la Fraude**	**56 925**	**56 925**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	3 500	3 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 500	2 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	5 000	5 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	34 425	34 425
	6267	Primes de rendement	8 000	8 000
Action	02	**AMELIORATION DE LA STRUCTURATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION**	**1 929 335**	**1 929 335**
Article	33 00 02	**Direction du Commerce Intérieur**	**843 500**	**843 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	41 250	41 250
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 500	3 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	40 250	40 250
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 000	3 000
	6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique	750 000	750 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	3 000	3 000
Article	33 00 021	**Sous Direction de la Promotion de l'Activité Commerciale et de l'Encadrement des Associations de Consommateurs**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	3 000	3 000
Article	33 00 04	**Direction de la Métrologie, de la Qualité et des Prix**	**74 440**	**74 440**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 500	2 500
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 500	2 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
	6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	50 940	50 940
	6267	Primes de rendement	9 000	9 000
Article	35 00 70	**Comité Huile de Palme**	**2 000**	**2 000**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 000	1 000
Article	36 00 04	**Observatoire National des Produits de Grande Consommation**	**8 700**	**8 700**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
	6269	Primes spécifiques	3 700	3 700
Article	36 00 06	**Unité de Suivi des Recettes de la Métrologie**	**31 100**	**31 100**
Paragraphe	6269	Primes spécifiques	31 100	31 100
Article	45 10 05	**Délégation Départementale du commerce Djerem**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 10 10	**Délégation Départementale du Commerce du Faro et Deo**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 10 15	**Délégation Départementale du commerce du Mayo-Banyo**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 10 20	**Délégation Départementale du Commerce du Mbéré**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 10 25	**Délégation Départementale du commerce de la Vina**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 05	**Délégation Départementale du Commerce de la Haute Sanaga**	**6 000**	**6 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 10	**Délégation Départementale du Commerce de la Lékié**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 15	**Délégation Départementale du Commerce du Mbam et Inoubou**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 20	**Délégation Départementale du Commerce du Mbam et Kim**	**5 600**	**5 600**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 300	1 300
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 300	1 300
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 25	**Délégation Départementale du Commerce de la Mefou et Afamba**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 30	**Délégation Départementale du Commerce de la Mefou et Akono**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 35	**Délégation Départementale du Commerce du Mfoundi**	**8 500**	**8 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 500	2 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 000	3 000
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 40	**Délégation Départementale du Commerce du Nyong et Kéllé**	**5 500**	**5 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 45	**Délégation Départementale du Commerce du Nyong et Mfoumou**	**5 000**	**5 000**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 11 50	**Délégation Départementale du Commerce du Nyong et So'o**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 12 05	**Délégation Départementale du Commerce de la Bouba-Ngoko**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 12 10	**Délégation Départementale du Commerce du Haut-Nyong**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 12 15	**Délégation Départementale du Commerce de la Kadey**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 12 20	**Délégation Départementale du Commerce du Lom et Djerem**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 13 05	**Délégation Départementale du Commerce du Diamaré**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 13 10	**Délégation Départementale du Commerce du Logone et Chari**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 13 15	**Délégation Départementale du Commerce du Mayo Danaï**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 13 20	**Délégation Départementale du Commerce du Mayo Kani**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 13 25	**Délégation Départementale du Commerce du Mayo Sava**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 13 30	**Délégation Départementale du Commerce du Mayo Tsanaga**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 14 05	**Délégation Départementale du Commerce du Moungo**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 14 10	**Délégation Départementale du Commerce du Nkam**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 14 15	**Délégation Départementale du Commerce de la Sanaga Maritime**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 14 20	**Délégation Départementale du Commerce du Wouri**	**10 500**	**10 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	4 000	4 000
	6262	Gratifications	2 500	2 500
Article	45 15 05	**Délégation Départementale du Commerce de la Benoué**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 15 10	**Délégation Départementale du Commerce du Faro**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 15 15	**Délégation Départementale du Commerce du Mayo Louti**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 15 20	**Délégation Départementale du Commerce du Mayo-Rey**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 16 05	**Délégation Départementale du Commerce de Boyo**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 16 10	**Délégation Départementale du Commerce de Bui**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 16 15	**Délégation Départementale du Commerce de Donga-Mantung**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Article	45 16 20	**Délégation Départementale du Commerce de la Mentchum**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 16 25	**Délégation Départementale du Commerce de la Mezam**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 16 30	**Délégation Départementale du Commerce de la Momo**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 16 35	**Délégation Départementale du Commerce de Ngo Ketunjia**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 17 05	**Délégation Départementale du Commerce de Bamboutos**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 17 10	**Délégation Départementale du Commerce du Haut-Nkam**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 17 15	**Délégation Départementale du Commerce des Hauts-Plateaux**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 17 20	**Délégation Départementale du Commerce du Koung-Khi**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 17 25	**Délégation Départementale du Commerce de la Menoua**	**6 000**	**6 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 17 30	**Délégation Départementale du Commerce de la Mifi**	**5 500**	**5 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 17 35	**Délégation Départementale du Commerce du Ndé**	**6 500**	**6 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 17 40	**Délégation Départementale du Commerce du Noun**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 000	1 000
Article	45 18 05	**Délégation Départementale du Commerce du Dja et Lobo**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 18 10	**Délégation Départementale du Commerce de la Mvila**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6262	Gratifications	2 000	2 000
Article	45 18 15	**Délégation Départementale du Commerce de l'Océan**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6262	Gratifications	2 000	2 000
Article	45 18 20	**Délégation Départementale du Commerce de la Vallée du Ntem**	**5 000**	**5 000**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 19 05	**Délégation Départementale du Commerce du Fako**	**6 500**	**6 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	2 000	2 000
Article	45 19 10	**Délégation Départementale du Commerce du Koupé et Manengouba**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 19 15	**Délégation Départementale du Développement du Commerce du Lebialem**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 19 20	**Délégation Départementale du Commerce de la Manyu**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 19 25	**Délégation Départementale du Commerce de la Mémé**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	45 19 30	**Délégation Départementale du Commerce du Ndian**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6262	Gratifications	1 500	1 500
Article	46 10 020	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Repression des Fraudes, BANKIM**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 10 100	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la repression des Fraudes de DJOHONG**	**500**	**500**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 10 201	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Repression des Fraudes de NGAOUI**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 10 220	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la repression des Fraudes de Ngaundéré 1er**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 10 221	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la répression des Fraudes de Ngaoundéré 2ème**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 10 222	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la repression des Fraudes de Ngaoundéré3ème**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 10 224	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la repression des Fraudes de Nyambaka**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 10 261	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Repression des Fraudes de KONTCHA**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 122	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Repression des Fraudes de Bikok**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 145	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Repression des Fraudes de Bokito**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 321	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Répression des Fraudes d'Esse**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 541	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la répression des Fraudes de Minta**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 564	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Répression des Fraudes de Batchenga**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 603	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Repression des Fraudes de Ndikinemeki**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Article	46 11 722	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de le Répression des Fraudes de Nkoteng**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 741	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Répression des Fraudes de Yoko**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 761	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Répression des Fraudes d'Obala**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 804	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Répression des Fraudes, Ombessa**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 823	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la repression des Fraudes de Sa,a**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	46 11 843	**Brigade d'Arrondissement des Contrôles et de la Repression des Fraudes de Soa**	**500**	**500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	250	250
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	250	250
Article	64 10 04	**COMMUNE DE BANYO**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 11 05	**COMMUNE D'AFANLOUM**	**10 000**	**10 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	10 000	10 000
Article	64 11 32	**COMMUNE D'ESSE**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 11 58	**COMMUNE DE NANGA EBOKO**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 11 64	**COMMUNE DE NGOG MAPUBI**	**15 000**	**15 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	15 000	15 000
Article	64 11 98	**COMMUNE DE YDE VII**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 12 14	**COMMUNE DE DIMAKO**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 12 23	**COMMUNE DE MBOMA**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 13 07	**COMMUNE DE DARGALA**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 13 54	**COMMUNE DE MOGODE**	**3 995**	**3 995**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	3 995	3 995

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Article	64 13 68	**COMMUNE DE DZIGUILAO**	**62 000**	**62 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	62 000	62 000
Article	64 14 01	**COMMUNE D'EDEA Ier**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 14 31	**COMMUNE DE NDOBIAN**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 15 30	**COMMUNE DE GAROUA Ie**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 16 02	**COMMUNE D'AKO**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 16 04	**COMMUNE DE NJIKWA**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 17 14	**COMMUNE DE BAMENDJOU**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 17 48	**COMMUNE DE KOUOPTAMO**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 18 11	**COMMUNE DE BIWONG-BULU**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 18 42	**COMMUNE DE ZOETELE**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 19 17	**COMMUNE DE MENJI**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Article	64 19 38	**COMMUNE DE MUYUKA**	**31 000**	**31 000**
Paragraphe	2226	Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers	31 000	31 000
Action	03	**PROMOTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX**	**370 540**	**370 540**
Article	33 00 02	**Direction du Commerce Intérieur**	**163 850**	**163 850**
Paragraphe	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	11 350	11 350
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	42 000	42 000
	6152	Locations de véhicules	35 000	35 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	23 000	23 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	47 500	47 500
	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	5 000	5 000
Article	33 00 04	**Direction de la Métrologie, de la Qualité et des Prix**	**29 685**	**29 685**
Paragraphe	2279	Acquisitions, rénovations, gros entretien de matériels, machines et installations techniques spécifiques à la fonction des services	29 685	29 685
Article	64 11 86	**COMMUNE YDE I**	**160 005**	**160 005**
Paragraphe	2811	Transferts en capital aux collectivités locales	160 005	160 005
Article	64 14 08	**COMMUNE DE DOUALA Ier**	**9 000**	**9 000**
Paragraphe	2811	Transferts en capital aux collectivités locales	9 000	9 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Article	64 17 24	**COMMUNE DE BANGANGTE**	**8 000**	**8 000**
Paragraphe	2811	Transferts en capital aux collectivités locales	8 000	8 000
Action	04	**Promotion de l'équité dans les transactions commerciales**	**46 000**	**46 000**
Article	33 00 04	**Direction de la Métrologie, de la Qualité et des Prix**	**37 000**	**37 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	6 000	6 000
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	6 000	6 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	3 000	3 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	14 000	14 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	2 000	2 000
	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	5 000	5 000
Article	35 00 66	**Commission de Constatation des Prix**	**9 000**	**9 000**
Paragraphe	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 000	3 000
	6269	Primes spécifiques	6 000	6 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Programme	288	**GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE**	**3 041 365**	**2 906 015**
Action	01	**COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES**	**998 900**	**998 900**
Article	22 00 21	**Cabinet du Ministre du Commerce**	**264 000**	**264 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	16 000	16 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	7 000	7 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	16 000	16 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	27 000	27 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	6 000	6 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	5 000	5 000
	6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	60 000	60 000
	6174	Frais de réception	30 000	30 000
	6175	Fêtes officielles et cérémonies	32 000	32 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	27 000	27 000
	6182	Sites web, abonnements et consommations internet	16 000	16 000
	6188	Services extérieurs de gardiennage	12 000	12 000
	6261	Heures supplémentaires	10 000	10 000
Article	24 00 10	**Conseillers Techniques**	**10 000**	**10 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 500	3 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 500	3 500
Article	28 00 03	**Cellule de la Bonne Gouvernance**	**4 300**	**4 300**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	900	900
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	900	900
Article	32 00 10	**Secrétariat Général**	**84 000**	**84 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 500	1 500
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 000	3 000
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
	6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6132	Frais de transport des agents en mission à l'étranger	28 000	28 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	5 000	5 000
	6172	Indemnités de mission à l'étranger	30 000	30 000
Article	32 00 11	**Sous-Direction de l'Accueil, du Courrier et de Liaison**	**11 300**	**11 300**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 500	2 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 300	1 300
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 000	3 000
	6184	Affranchissement du courrier, valise diplomatique, franchise militaire	1 500	1 500
	6268	Primes pour travaux spéciaux	3 000	3 000
Article	32 00 12	**Cellule de Traduction**	**5 300**	**5 300**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 300	1 300
	6268	Primes pour travaux spéciaux	1 000	1 000
Article	32 00 14	**Cellule de suivi**	**5 300**	**5 300**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 800	1 800
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 300	1 300
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	900	900
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 300	1 300
Article	35 00 25	**Comité sectoriel chargé de l'assainissement du fichier du personnel**	**24 000**	**24 000**
Paragraphe	6268	Primes pour travaux spéciaux	24 000	24 000
Article	44 10 100	**Délégation Régionale du Commerce de l'Adamaoua à Ngaoundéré**	**49 250**	**49 250**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	4 500	4 500
	6133	Frais de relève	1 000	1 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	4 500	4 500
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	6 100	6 100
	6262	Gratifications	2 000	2 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	27 150	27 150
Article	44 11 110	**Délégation Régionale du Commerce du Centre à Yaoundé**	**109 500**	**109 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
	6133	Frais de relève	1 500	1 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	5 000	5 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	5 000	5 000
	6188	Services extérieurs de gardiennage	1 000	1 000
	6262	Gratifications	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	83 000	83 000
Article	44 12 120	**Délégation Régionale du Commerce de l'Est à Bertoua**	**47 100**	**47 100**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6133	Frais de relève	1 000	1 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 500	3 500
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	3 600	3 600
	6262	Gratifications	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	32 000	32 000
Article	44 13 130	**Délégation Régionale du Commerce de l'Extrême-Nord à Maroua**	**49 600**	**49 600**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6133	Frais de relève	1 500	1 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 500	3 500
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	3 600	3 600
	6262	Gratifications	5 000	5 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	30 000	30 000
Article	44 14 140	**Délégation Régionale du Commerce du Littoral à Douala**	**89 500**	**89 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	6 000	6 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	6 000	6 000
	6133	Frais de relève	1 500	1 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	4 000	4 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	5 000	5 000
	6262	Gratifications	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	60 000	60 000
Article	44 15 150	**Délégation Régionale du Commerce Nord à Garoua**	**54 600**	**54 600**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	4 500	4 500
	6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6133	Frais de relève	2 500	2 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	5 000	5 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	3 600	3 600
	6262	Gratifications	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	31 000	31 000
Article	44 16 160	**Délégation Régionale du Commerce du Nord-Ouest à Bamenda**	**48 900**	**48 900**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 300	1 300
	6133	Frais de relève	1 500	1 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 500	3 500
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	3 600	3 600
	6262	Gratifications	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	31 500	31 500
Article	44 17 170	**Délégation Régionale du Commerce de l'Ouest à Bafoussam**	**51 350**	**51 350**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6133	Frais de relève	1 500	1 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 500	3 500
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	3 600	3 600
	6262	Gratifications	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	33 750	33 750
Article	44 18 180	**Délégation Régionale du Commerce du Sud à Ebolowa**	**45 800**	**45 800**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6133	Frais de relève	1 500	1 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 300	2 300
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 500	3 500
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	3 600	3 600
	6262	Gratifications	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	28 400	28 400
Article	44 19 190	**Délégation Régionale du Commerce du Sud-Ouest à Buéa**	**45 100**	**45 100**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6133	Frais de relève	1 500	1 500
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	4 000	4 000
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	3 600	3 600
	6262	Gratifications	3 000	3 000
	6264	Indemnités forfaitaires de tournées et de risques	27 000	27 000
Action	02	**ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION**	**86 200**	**86 200**
Article	32 00 15	**DIVISION DES ETUDES, DES PROJETS ET DES STATISTIQUES**	**55 000**	**55 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	3 000	3 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 900	2 900
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	6 300	6 300
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	7 200	7 200
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 500	4 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	8 100	8 100
	6268	Primes pour travaux spéciaux	19 000	19 000
Article	35 00 13	**COMITE PPBS**	**31 200**	**31 200**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 800	1 800
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 800	1 800
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 800	1 800
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 800	1 800
	6269	Primes spécifiques	24 000	24 000
Action	03	**GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE**	**32 000**	**32 000**
Article	35 00 60	**Commission des marchés**	**24 000**	**24 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6269	Primes spécifiques	17 000	17 000
	6714	Frais de Régulation sur les Marchés Publics	4 000	4 000
Article	37 00 01	**Sous Direction du budget, du matériel et de la maintenance**	**8 000**	**8 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	2 000	2 000
Action	04	**DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE**	**25 000**	**25 000**
Article	32 00 15	**DIVISION DES ETUDES, DES PROJETS ET DES STATISTIQUES**	**25 000**	**25 000**
Paragraphe	2027	Enquêtes statistiques	25 000	25 000
Action	05	**AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**	**1 479 365**	**1 344 015**
Article	34 00 10	**Direction des Affaires Générales**	**932 065**	**932 065**
Paragraphe	2220	Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau	16 000	16 000
	2260	Achats de matériels de bureau	10 565	10 565
	2261	Achats de mobilier de bureau	34 000	34 000
	2276	Acquisitions, rénovations des installations et matériels des services informatiques	40 500	40 500
	2281	Achats de véhicules à 2 roues (motos, mobylettes, bicyclettes, etc.)	4 500	4 500
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	16 000	16 000
	6103	Achats de mobilier de bureau	10 000	10 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	10 000	10 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6110	Documentation technique, abonnements de presse, achats de livres	9 000	9 000
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	14 000	14 000
	6117	Frais d'habillement spécifiques aux activités des services(uniformes, tenues de travail)	3 000	3 000
	6119	Achats de petits matériels et fournitures techniques spécifiques à la fonction	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	14 000	14 000
	6163	Entretien des installations électriques, climatiseurs, groupes électrogènes, sanitaires et plomberies	8 000	8 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	5 000	5 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	10 000	10 000
	6174	Frais de réception	10 000	10 000
	6184	Affranchissement du courrier, valise diplomatique, franchise militaire	2 000	2 000
	6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique	705 500	705 500
	6268	Primes pour travaux spéciaux	8 000	8 000
Article	39 00 00	**Dépenses Communes de l'Administration Centrale**	**194 200**	**192 200**
Paragraphe	6103	Achats de mobilier de bureau	7 000	7 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	10 000	10 000
	6110	Documentation technique, abonnements de presse, achats de livres	5 000	5 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	30 000	30 000
	6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	2 000	2 000
	6133	Frais de relève	15 000	15 000
	6141	Abonnements et consommations d'eau	2 000	2 000
	6142	Abonnements et consommations d'électricité	3 000	3 000
	6161	Entretien ordinaire des bâtiments	8 000	8 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	13 000	13 000
	6168	Grosses réparations des bâtiments et nettoyage industriel	5 000	5 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	19 000	19 000
	6174	Frais de réception	22 500	20 500
	6177	Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations	17 000	17 000
	6181	Abonnements et consommations de téléphone, fax, telex, téléphones portables,	13 500	13 500
	6268	Primes pour travaux spéciaux	9 000	9 000
	6288	Prise en charge des personnels occasionnels et saisonniers	6 200	6 200
	6294	Aides et secours exceptionnels au personnel	7 000	7 000
Article	44 10 100	**Délégation Régionale du Commerce de l'Adamaoua à Ngaoundéré**	**4 500**	**4 500**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 11 110	**Délégation Régionale du Commerce du Centre à Yaoundé**	**4 500**	**4 500**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 12 120	**Délégation Régionale du Commerce de l'Est à Bertoua**	**4 500**	**4 500**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 13 130	**Délégation Régionale du Commerce de l'Extrême-Nord à Maroua**	**4 500**	**4 500**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 14 140	**Délégation Régionale du Commerce du Littoral à Douala**	**4 500**	**4 500**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 15 150	**Délégation Régionale du Commerce Nord à Garoua**	**4 500**	**4 500**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 16 160	**Délégation Régionale du Commerce du Nord-Ouest à Bamenda**	**216 600**	**83 250**
Paragraphe	2021	Contrôle et Suivi des Programmes d'Investissements	10 100	3 750
	2220	Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau	202 000	75 000
	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 17 170	**Délégation Régionale du Commerce de l'Ouest à Bafoussam**	**4 500**	**4 500**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 18 180	**Délégation Régionale du Commerce du Sud à Ebolowa**	**4 500**	**4 500**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	44 19 190	**Délégation Régionale du Commerce du Sud-Ouest à Buéa**	**4 500**	**4 500**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	4 500	4 500
Article	45 10 15	**Délégation Départementale du commerce du Mayo-Banyo**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 10 20	**Délégation Départementale du Commerce du Mbéré**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 11 05	**Délégation Départementale du Commerce de la Haute Sanaga**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 11 10	**Délégation Départementale du Commerce de la Lékié**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 11 15	**Délégation Départementale du Commerce du Mbam et Inoubou**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 11 20	**Délégation Départementale du Commerce du Mbam et Kim**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 11 30	**Délégation Départementale du Commerce de la Mefou et Akono**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 11 50	**Délégation Départementale du Commerce du Nyong et So'o**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 12 05	**Délégation Départementale du Commerce de la Bouba-Ngoko**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 12 15	**Délégation Départementale du Commerce de la Kadey**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 12 20	**Délégation Départementale du Commerce du Lom et Djerem**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 13 10	**Délégation Départementale du Commerce du Logone et Chari**	**3 000**	**3 000**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 13 20	**Délégation Départementale du Commerce du Mayo Kani**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 14 05	**Délégation Départementale du Commerce du Moungo**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 14 10	**Délégation Départementale du Commerce du Nkam**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 14 15	**Délégation Départementale du Commerce de la Sanaga Maritime**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 14 20	**Délégation Départementale du Commerce du Wouri**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 15 10	**Délégation Départementale du Commerce du Faro**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 15 15	**Délégation Départementale du Commerce du Mayo Louti**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2220	Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau	3 000	3 000
Article	45 16 05	**Délégation Départementale du Commerce de Boyo**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 16 10	**Délégation Départementale du Commerce de Bui**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 16 30	**Délégation Départementale du Commerce de la Momo**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 17 15	**Délégation Départementale du Commerce des Hauts-Plateaux**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 17 25	**Délégation Départementale du Commerce de la Menoua**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 17 30	**Délégation Départementale du Commerce de la Mifi**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 17 35	**Délégation Départementale du Commerce du Ndé**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 17 40	**Délégation Départementale du Commerce du Noun**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 18 05	**Délégation Départementale du Commerce du Dja et Lobo**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 18 15	**Délégation Départementale du Commerce de l'Océan**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 18 20	**Délégation Départementale du Commerce de la Vallée du Ntem**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 19 05	**Délégation Départementale du Commerce du Fako**	**3 000**	**3 000**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Article	45 19 30	**Délégation Départementale du Commerce du Ndian**	**3 000**	**3 000**
Paragraphe	2261	Achats de mobilier de bureau	3 000	3 000
Action	07	**DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**	**267 000**	**267 000**
Article	28 00 02	**Cellule de lutte contre la corruption**	**9 000**	**9 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	9 000	9 000
Article	32 00 15	**DIVISION DES ETUDES, DES PROJETS ET DES STATISTIQUES**	**28 000**	**28 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	28 000	28 000
Article	32 00 17	**Cellule informatique**	**1 000**	**1 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	1 000	1 000
Article	39 00 00	**Dépenses Communes de l'Administration Centrale**	**171 000**	**171 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	171 000	171 000
Article	44 10 100	**Délégation Régionale du Commerce de l'Adamaoua à Ngaoundéré**	**4 000**	**4 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	4 000	4 000
Article	44 11 110	**Délégation Régionale du Commerce du Centre à Yaoundé**	**9 000**	**9 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	9 000	9 000
Article	44 12 120	**Délégation Régionale du Commerce de l'Est à Bertoua**	**4 000**	**4 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	4 000	4 000
Article	44 13 130	**Délégation Régionale du Commerce de l'Extrême-Nord à Maroua**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	5 000	5 000
Article	44 14 140	**Délégation Régionale du Commerce du Littoral à Douala**	**9 000**	**9 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	9 000	9 000
Article	44 15 150	**Délégation Régionale du Commerce Nord à Garoua**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	5 000	5 000
Article	44 16 160	**Délégation Régionale du Commerce du Nord-Ouest à Bamenda**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	5 000	5 000
Article	44 17 170	**Délégation Régionale du Commerce de l'Ouest à Bafoussam**	**6 000**	**6 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	6 000	6 000
Article	44 18 180	**Délégation Régionale du Commerce du Sud à Ebolowa**	**5 000**	**5 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	5 000	5 000
Article	44 19 190	**Délégation Régionale du Commerce du Sud-Ouest à Buéa**	**6 000**	**6 000**
Paragraphe	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	6 000	6 000
Action	08	**DÉVELOPPEMENT DES TIC**	**25 500**	**25 500**
Article	32 00 17	**Cellule informatique**	**22 500**	**22 500**
Paragraphe	2276	Acquisitions, rénovations des installations et matériels des services informatiques	20 000	20 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
Article	35 00 14	**Comite de pilotage du site internet**	**3 000**	**3 000**

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Paragraphe	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 000	1 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	2 000	2 000
Action	09	**CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE**	**63 200**	**63 200**
Article	23 00 10	**Inspection Générale**	**33 000**	**33 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 500	4 500
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 500	3 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	4 000	4 000
	6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	1 000	1 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	8 000	8 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	8 000	8 000
Article	28 00 02	**Cellule de lutte contre la corruption**	**30 200**	**30 200**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 500	2 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 700	3 700
	6263	Indemnités spécifiques	18 000	18 000
Action	10	**CONSEIL JURIDIQUE**	**18 000**	**18 000**
Article	34 00 60	**Division des Affaires Juridiques**	**18 000**	**18 000**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 500	2 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 500	3 500
	6186	Honoraires et frais annexes	3 500	3 500
Action	11	**COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES**	**7 500**	**7 500**
Article	32 00 13	**Cellule de la Communication**	**7 500**	**7 500**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	1 500	1 500
	6119	Achats de petits matériels et fournitures techniques spécifiques à la fonction	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Action	12	**GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES**	**38 700**	**38 700**
Article	32 00 16	**Sous Direction de la Documentation et des Archives**	**38 700**	**38 700**
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6110	Documentation technique, abonnements de presse, achats de livres	27 700	27 700
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 000	1 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
6267	Primes de rendement	1 000	1 000
6269	Primes spécifiques	6 000	6 000
	TOTAL GENERAL DU CHAPITRE	**5 936 350**	**5 801 000**